

Rappel sur les instruments d'analyse statistique

L'activité économique n'est pas stationnaire, elle est variable, donc elle est évolutive. Pour apprécier cette fluctuation de l'activité économique, on utilise les instruments d'analyse statistiques. Les instruments d'analyse statistiques généralement étudiés en TSECO sont au nombre de quatre : la part, l'indice simple, le coefficient multiplicateur, les taux d'accroissement (TAG, TAAM).

Ces instruments d'analyse permettent de comprendre le langage et mieux interpréter les fluctuations économiques.

Section1 : Calcul des instruments d'analyse statistiques à partir des valeurs absolues

Une valeur absolue est un nombre dénombrable ou comptable autrement dit c'est un nombre qu'on peut compter.

Les valeurs absolues sont souvent accompagnées des unités de mesure conventionnelle (kg, g, tonne, km, m, FCFA, \$, £....) ou les expressions (en milliers, en millions, en milliard) ou encore les expressions telles que « nombre de... » (par exemple, nombre d'enfants, nombre d'habitants, nombre d'élèves...)

NB: On n'interprète pas une valeur absolue, on construit une phrase qui a un sens, on met le chiffre à interpréter.

Exemple : Soit l'évolution du PIB en milliard de FCFA d'un pays A de 2012-2016

Années	2012	2013	2014	2015	2016
PIB en milliard de FCFA	6000	6800	5900	6000	8200

6800 : En 2013, le PIB du pays A était de 6800 000 000 000 de FCFA

I- La part (P) :

1- Définition :

La part ou le pourcentage de la part se définit comme un outil statistique qui mesure le poids, l'importance ou encore la proportion d'un élément ou une partie dans un ensemble donné.

La part s'exprime en pourcent (%) ou en pour mille (‰).

2- Formule : La part se calcule à l'aide de la formule suivante

$$P = \frac{\text{Sous-ensemble}}{\text{Ensemble}} \times 100$$

3- Interprétation :

La part s'interprète à l'image de la formule, on construit une phrase dans laquelle on utilise le chiffre « **100** » qui représente l'ensemble et le chiffre « **x%** » qui représente le sous-ensemble.

Soit x% le chiffre à interpréter, on procède comme suit :

X% : On dit signifie qu'en telle date à tel lieu, sur **100** éléments de l'ensemble, **x** éléments représentent le sous ensemble

Soit la répartition du PIB entre les trois secteurs (agriculture, industrie, services) en 2016 du pays X

	PIB	Secteurs		
		Agriculture	Industrie	Services
En valeur en milliards en FCFA	25000	10500	6500	8000

Consigne: A partir du tableau, calcule les parts respectivement de l'agriculture, de l'industrie, du service

4- Identification : Pour identifier ou reconnaître la part ou le pourcentage de la part dans un tableau statistique, on procède ainsi :

- Faire la somme des chiffres des lignes ou des colonnes, le total donne toujours 100 ou 100%,
- A partir du titre du tableau, on peut également reconnaître la part à l'aide des expressions suivantes : en % du total, en % de X, le poids ou la part de X dans Y, ou encore le taux de X en % de Y

II- L'indice simple (I) :

1- Définition : L'indice simple se définit comme un IAS qui mesure la variation relative d'une même grandeur entre deux dates, une date étant prise comme référence.

L'indice de l'année de référence est appelée indice base 100, et par convention l'indice de l'année de référence est égale 100 ($I_0=100$)

Il ya cinq possibilité de choix de l'année de référence sur une période d'étude : au début de la période, en fin de période, au milieu de la période, année précédente, année suivante.

2- Formule : L'indice simple se calcule à l'aide suivante

$$I_{t1/t0} = \frac{G_{t1}}{G_{t0}} * 100$$

ou

$$I_{t1/t0} = \frac{VA}{VD} * 100$$

VA : la valeur d'arrivée ou la valeur de la grandeur à la date d'arrivée

VD : la valeur de départ ou la valeur de la grandeur à la date de départ

3- Interprétation :

Pour interpréter l'indice simple, on fait toujours référence à l'année de base

- Si $I > 100$, ce qui implique, il ya une augmentation de la grandeur ;
- Si $I < 100$, ce qui implique, il ya une diminution de la grandeur ;
- Si $I = 100$, ce qui implique, il ya stabilité ou stagnation de la grandeur.

Soit I l'indice de la grandeur G à interpréter de la date $t1$ à la date $t2$:

I : Signifie qu'en $t2$, la grandeur G a augmenté ou diminué ou stagné par rapport à $t1$

Remarques:

- L'indice ne s'exprime jamais en % ;
- L'indice ne permet pas de mesurer le volume, la valeur ni le niveau d'une grandeur mais seulement son rythme d'évolution, donc l'indice simple ne permet de comparer deux grandeurs

4- Identification :

L'indice simple s'identifie dans un tableau statistiques à travers l'expression « **indice base 100, année x** » au titre du tableau généralement entre parenthèse

III- Le coefficient multiplicateur (m) :

1- Définition : Le coefficient multiplicateur est le nombre sans unité par lequel la valeur d'une grandeur est multipliée sur une période.

On peut également dire que le coefficient multiplicateur est un outil qui permet de mesurer de combien une variable est multiplier entre deux dates.

On le définit également comme le nombre par lequel la valeur de départ d'une grandeur pour obtenir la valeur d'arrivée.

2- Formule :

Le coefficient multiplicateur se calcule à l'aide de la formule suivante :

$$m = \frac{\text{Valeur d'Arrivée}}{\text{Valeur de Départ}} \quad \text{ou} \quad m = \frac{VA}{VD}$$

REMARQUES :

- Lorsque $m < 1$, cela signifie que la grandeur a diminué pendant la période considérée ;
- lorsque $m > 1$, cela signifie que la grandeur a augmenté pendant la période considérée ;
- lorsque $m = 1$, cela signifie que la grandeur n'a connu aucune évolution au cours de la période.

3- Interprétation : On dit que la valeur de la grandeur a été multipliée par « m » de la date1 à la date2

On peut convertir l'indice simple (I) en coefficient multiplicateur (m), et cela l'aide la formule suivante :

$$m = \frac{I_1}{I_0} = \frac{I_1}{100}$$

IV- Les taux d'accroissement (TAG ou TAAM):

Les taux d'accroissement permettent d'apprécier l'évolution d'une grandeur sur une période.

On en distingue deux : le taux d'accroissement global (TAG) et le taux d'accroissement annuel moyen (TAAM)

1- Le taux d'accroissement global (TAG ou T) :

1.1 Définition :

IL apprécie l'évolution globale d'une grandeur sur une période.

Le TAG est un nombre qui retrace l'évolution globale d'une grandeur entre 2 dates données.

L'évolution étant généralement positive, l'expression TAG a supplanté l'expression taux de variation mais l'évolution peut aussi être négative ; dans ce cas seulement le taux est négatif.

1.2 Formules:

Le TAG s'exprime en pourcentage (%) et se calcule comme suit :

$$\text{TAG} = \frac{VA - VD}{VD} * 100$$

Autres formules de calcul du TAG :

- Si on tient compte de deux dates uniquement
TAG = (m - 1) x 100
- Si on considère plusieurs dates sur la période
TAG = (mg - 1) x 100
mg = c'est le produit des coefficients multiplicateurs
 $mg = m_1 \times m_2 \times m_3 \times \dots \times m_i$
- Si on tient compte des deux extrêmes de la période
TAG = (M - 1) x 100
M est le coefficient multiplicateur global

Avec

$$M = \frac{VA'}{VD'}$$

1.3 Interprétation :

L'interprétation du TAG se fait comme suit :

- Si **TAG > 0**, on dit signifie qu'entre telle date et telle date, la grandeur a augmenté globalement de t% sur la période
- Si **TAG < 0**, on dit signifie qu'entre telle date et telle date, la grandeur a diminué de t% sur la période

1.4 Identification :

Le TAG peut être reconnu dans un tableau statistique à travers son unité (%) qui a une idée d'évolution

Note : On peut convertir l'indice simple à l'aide du taux d'accroissement global (TAG)

$$\text{TAG} = \frac{VA - VD}{VD} \times 100 = \frac{I_1 - I_0}{I_0} \times 100 = \frac{I_1 - 100}{100} \times 100 = I_1 - 100$$

L'indice simple peut être interprété comme suit:

I : Signifie que de la date d'arrivée, la grandeur a augmenté globalement par rapport l'année de référence

2- Le taux d'accroissement annuel moyen (TAAM ou T') :

2.1 Définition :

Le TAAM se définit comme un outil statistique qui mesure l'évolution moyenne d'une grandeur économique sur une période.

Exprimé en %, il enregistre une évolution fictive (imaginaire) entre 2 périodes de référence fictives car les taux effectivement constatés sont différents des taux annuels moyens obtenus.

2.2 Formule : On peut calculer le TAAM à partir des formules suivantes :

- **Si on tient compte de deux dates :**

$$T' = (\sqrt[n]{m} - 1) 100 \quad \text{avec } m = \frac{VA}{VD}$$

« n » est le nombre d'années sur la période

$n = A_1 - A_0$ où A_1 est l'année d'arrivée et A_0 est l'année de départ

- **Si la période d'étude contient plusieurs dates :**

$$\text{TAAM} = (\sqrt[n]{mg} - 1) \times 100$$

Avec $mg = m_1 \times m_2 \times \dots \times m_i$ et n = nombre d'années sur la période

- **Si on tient compte deux dates extrêmes de la période d'étude**

$$\text{TAM} = (\sqrt[n]{M}-1) \times 100$$

n= nombre d'année de la période et m= coefficient multiplicateur de la période

2.3 Interprétation :

Le TAAM s'interprète comme suit :

- Si TAAM > 0, signifie qu'entre telle date et telle date, la grandeur a augmenté en moyenne de t% chaque année
- Si TAAM < 0, signifie qu'entre telle date et telle date, la grandeur a diminué en moyenne de t% chaque année

2.4- Identification : Le TAAM s'identifie dans un tableau statistique à travers son unité le % généralement au titre du tableau

Section 2 : Calcul des Instruments d'Analyse Statistiques à partir des valeurs relatives

Une valeur relative est un nombre obtenu par un rapport ou une proportion.

Tous les Instruments d'analyse statistiques (P, m, I, TAG, TAAM) calculés précédemment à partir des valeurs absolues, leurs résultats sont des valeurs relatives.

Les taux d'accroissement peuvent être calculés également à l'aide du TAG, du TAAM, de I

I- Calcul du TAG et TAAM à partir du TAG :

Si les données du tableau sont en TAG, on peut calculer le TAG et TAAM à l'aide des formules ci-dessous :

$$\text{TAG} = (mg-1) \times 100$$

$$\text{Avec } m = (T/100 + 1)$$

$$\text{TAAM} = (\sqrt[n]{mg}-1) \times 100$$

II- Calcul du TAG et TAAM à partir du TAAM :

Si les données du tableau sont en TAAM, le TAG et TAAM peut s'obtenir ainsi :

$$\text{TAG} = (mg-1) \times 100$$

$$\text{Avec } m = (T'/100 + 1)^{n \text{ ou } n+1}$$

$$\text{TAAM} = (\sqrt[n]{mg}-1) \times 100$$

On utilise $m = (T' / 100 + 1)^n$, s'il y a répétition de date sur la sous- période et $m = (T' / 100 + 1)^{n+1}$ s'il ya pas de répétition

n : le nombre d'année sur la période est calculé en ajoutant « 1 »

III- Calcul du TAG et TAAM à partir de l'indice simple (I) :

Si les données du tableau sont en indice base 100 années précédentes, on peut calculer le TAG et le TAAM comme suit :

$$\text{TAG} = (mg-1) \times 100$$

$$\text{Avec } m = I / 100$$

$$\text{TAAM} = (\sqrt[n]{mg}-1) \times 100$$

LA TECHNIQUE DE LA DISSERTATION ECONOMIQUE AVEC DOCUMENTS

La dissertation économique est un exercice intellectuel qui se définit comme une réflexion personnelle critique et objective sur les questions d'ordre économique afin d'apporter une réponse pertinente et adéquate aux problèmes posés à l'aide d'une argumentation claire, précise et bien articulée.

La dissertation économique en TSECO est une dissertation qui est accompagnée de documents ayant plus ou moins de lien avec le sujet posé.

Elle est traitée en deux phases : la phase d'élaboration du sujet (ou phase préliminaire) et la phase de rédaction.

I- LA PHASE D'ELABORATION :

Dans cette phase il s'agit de rassembler et d'ordonner les idées à partir des documents qui accompagnent le sujet.

Cette phase est faite entièrement sur le brouillon et s'effectue comme suit :

- 1- Lire attentivement et plusieurs fois le sujet afin de mieux le comprendre (au moins 5 mn).
- 2- Dégager les deux principales parties du sujet. Les deux principales parties du sujet correspondent aux deux grandes idées centrales autour desquelles s'articule le sujet.
- 3- Prendre connaissance des documents qui accompagnent le sujet afin de s'imprégner de leur contenu. Pour s'imprégner des contenus des documents, il faut les analyser un à un. L'analyse des documents se fait dans un tableau présenté ci-dessous.

N° de documents	Titre du document	Contenu essentiel	Place dans le sujet	Connaissances personnelles
Document 1				
Document 2				
Document 3				
.....				

4-Regrouper les documents ainsi analysés par ressemblance. Pour ce faire, il faut se référer à la quatrième colonne du tableau d'analyse des documents.

Le regroupement des documents permet de se faire une idée sur les différentes parties ou sous-parties du plan.

5- En fin, il faut établir le plan détaillé. Cela revient à éclater les deux parties du sujet en sous parties et en paragraphes.

II- LA PHASE DE REDACTION:

C'est la suite logique de la phase d'élaboration d'un sujet et concerne la rédaction des trois éléments fondamentaux de la dissertation à partir des idées préalablement sélectionnées.

Il s'agit de :

- 1- Rédiger l'introduction et la conclusion en respectant leur rôle ;
- 2- Rédiger le développement en suivant le plan détaillant.

III- Le rôle des trois éléments fondamentaux :

1- L'introduction :

L'introduction est la locomotive de votre, elle accueille le correcteur, donc faites en sorte que l'accueil soit le meilleur possible.

Elle se déroule comme suit :

Elle débute par une phrase-choc ou une phrase introductive qui attire l'attention du lecteur, situe l'intérêt du sujet par rapport à l'actualité et peut venir de l'un des documents qui accompagnent le sujet. Elle a également un rapport étroit avec le sujet.

L'explication des mots clés du sujet.

La délimitation du sujet dans le temps (la période ou l'année) et dans l'espace (la zone géographique c'est-à-dire la région ou la sous-région).

La problématique c'est-à-dire le (s) problème(s) par le sujet. Elle se présente sous forme de questions.

L'annonce du plan c'est-à-dire la démarche à suivre dans le développement.

2- Le développement :

Le développement est le corps du devoir, son rôle est de discuter, d'argumenter les idées autour de la problématique. Sa rédaction commence par l'annonce du titre de la première partie. Chaque partie doit s'ouvrir sur une introduction partielle et se clore par une phrase de transition. Après la phrase de transition on doit en principe sauter une ligne avant de commencer la deuxième partie qui doit respecter les mêmes règles que la première.

Dans le développement, vous devrez montrer au correcteur votre capacité d'élaborer un raisonnement progressif, cohérent et net autour de la problématique posée.

3- La conclusion :

La conclusion est la phase terminale de votre devoir. Elle se traite en deux points :

- Elle doit tout d'abord rappeler les principales étapes de l'argumentation en apportant une réponse claire à la question posée à l'introduction.
- Elle doit également dans la mesure du possible s'ouvrir à une autre question plus large que celle que nous avons traitée.

NB : Deux impératifs pour la maîtrise de la dissertation économique :

- Savoir parfaitement le cours.
- Connaître la méthodologie de la dissertation par cœur.

Analyse des documents qui accompagnent le sujet :

Plusieurs types de documents accompagnent les sujets de dissertation économique dont notamment : les textes, les tableaux statistiques et les graphiques. Chacun de ces documents renferme des informations nécessaires à la compréhension du sujet. Leur analyse consiste donc à tirer le contenu essentiel selon une technique qui diffère en fonction de la nature des documents.

1- Analyse d'un texte :

Elle se fait de deux façons :

- On note les mots clés ou importants du texte à partir desquels, on essaye de construire les phrases cohérentes (des phrases ayant un sens)
- On note plusieurs idées du texte et on essaye de tirer l'idée maîtresse.

NB : Les expressions ou mots importants du texte peuvent être retenus comme idées.

2- Analyse d'un tableau statistique :

Devant un tableau statistique, il y a lieu de se poser trois questions :

- Quel est le titre du tableau ? Si le titre existe, il guide dans l'analyse. S'il n'existe pas, il faut en trouver à partir des informations marginales c'est-à-dire qui sont contenues dans les lignes et colonnes du tableau.
- Quelle est l'unité du tableau ? L'unité est explicitement ou implicitement donnée (confère reconnaissance et interprétation des unités).
- Par où commencer l'étude des nombres contenus dans le tableau ?

On décrit en partant du général au particulier. L'idée générale est contenue dans la ligne ensemble (ou moyenne) ou la colonne « total ». Le cas particulier concerne le(s) détail(s) du tableau c'est-à-dire le plus petit ou le plus grand chiffre. On explique ce qu'on a décrit auparavant. On oppose les cas extrêmes.

3- Analyse d'un graphique:

Elle est identique à celle d'un tableau statistique. Cependant pour les grandes fluctuations l'analyse se fait par périodes d'évolution.

CH I : NOTIONS DE CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT

SECTION I: LA NOTION DE CROISSANCE ECONOMIQUE

I - DEFINITION ET MESURE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

1- DEFINITION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE:

La croissance économique se définit comme l'augmentation sur une longue période du Produit intérieur brut (PIB) en volume d'un pays. « François PERROUX »

On peut dire également que la croissance économique est l'augmentation soutenue sur le long terme de la production d'un pays.

Elle correspond à la dimension quantitative de l'évolution d'une économie donc la croissance économique est un phénomène quantitatif.

Cependant la croissance diffère de l'expansion économique qui est une croissance à court terme mais aussi du progrès économique. Il y a progrès économique lorsqu'on assiste à la fois à l'augmentation de la production suivie d'une amélioration du cadre de vie se traduisant par une meilleure efficacité (productivité, progrès technique, organisation du travail, etc.).

On parle de progrès économique lorsqu'une collectivité atteint ou se rapproche des objectifs qu'elle s'est fixés.

2- MESURE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

On utilise le PIB ou le PNB évalué à prix constant pour mesurer la croissance économique. Le PIB évalué à prix constant signifie qu'on calcule le PIB en tenant compte des effets prix qui peuvent apprécier ou déprécier la monnaie (déflation ou inflation).

La croissance économique se calcule donc à partir du taux d'accroissement du PIB ou le taux de croissance du PIB sur deux dates (n-1 et n)

$$TC_{(n-1, n)} = \frac{PIB_n - PIB_{n-1}}{PIB_{n-1}} \times 100$$

Lorsque le taux est positif on dit il ya croissance, tandis que s'il est négatif on dit il ya décroissance (voire récession). Pour avoir une idée plus précise sur l'enrichissement d'un pays, on peut calculer le taux de croissance du PIB/Habitant qui nous renseigne sur le niveau de vie moyen d'un pays

II - La croissance économique : bienfaits et limites

1- Les bienfaits de la croissance économique :

La croissance est souvent présentée comme ayant toutes les vertus car elle permet de diminuer le chômage, de vaincre la pauvreté, d'améliorer le niveau de vie des populations...

La croissance économique peut éradiquer la pauvreté de deux manières :

- Tout d'abord, elle augmente les revenus des ménages et met à leur disposition des ressources supplémentaires leur permettant de mieux satisfaire leurs besoins. Par conséquent, on peut dire la croissance permet d'améliorer le niveau de vie de la population d'un pays.
- La croissance économique réduit la pauvreté non monétaire des ménages car elle met à la disposition de l'État des recettes fiscales supplémentaires qui le permet d'augmenter des investissements publics dans les infrastructures socio-économiques de base : éducation, santé, agriculture, routes, électricité...

En bref, la croissance économique, quand elle est importante, elle entraîne une baisse du chômage et augmente la richesse des nations. Elle transforme la société de plusieurs aspects (économique, démographique, politique, social et parfois culturel).

2- Les limites de la croissance économique:

La croissance économique est un processus « quantitatif », qui correspond à l'augmentation durable des richesses, mesurées en termes monétaires, au sein d'un territoire. Le PIB comme indicateur de mesure de croissance ne peut mesurer l'impact de la croissance sur l'environnement. Il exclut beaucoup d'éléments susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations dans sa méthode de calcul (production domestique, bénévolat, économie informelle...). Dans le calcul du PIB, on ne tient pas compte également des externalités négatives telles que la dégradation de l'environnement, la pollution de l'air, les nuisances des bruits des usines et des moteurs.

Donc on peut dire que le PIB n'est pas le bonheur intérieur brut (BIB).

NB : Ces insuffisances du PIB ne remettent pas en cause de façon irrévocable les vertus de la croissance économique, la croissance demeure nécessaire voire indispensable pour déclencher un processus de développement.

SECTION II: NOTION DE DEVELOPPEMENT

I- Définition et mesure du développement :

1- Définition du développement :

Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global. « François Perroux ».

Cette définition peut être interprétée en ces termes :

- Les changements mentaux supposent la valorisation de la raison, de la science contre les croyances religieuses et traditionnelles, mais aussi la valorisation de l'innovation contre l'esprit des habitudes et de la routine

- Les changements sociaux correspondent à l'urbanisation, au développement de la scolarisation, à l'amélioration de la santé, à la baisse de la fécondité ;
- De cette définition, le développement apparaît comme la cause de la croissance. En effet, la science permet le progrès technique qui est source de croissance économique ; le développement de la scolarisation permet le progrès technique, son utilisation, sa diffusion, favorise la croissance ; la baisse de fécondité permet de constituer de l'épargne qui permet de financer les investissements, sources aussi de croissance.

Le développement correspond à l'ensemble des transformations (économiques, sociales, politiques) permettant à une population de satisfaire ses besoins essentiels.

C'est notion « qualitative » qui met en évidence l'amélioration du bien-être dans une société.

François Perroux dira qu'on parle de développement lorsque les coûts de l'homme sont couverts.

C'est un processus très long qui a pour cause la croissance économique mais qui à son tour entretient, accompagne et pérennise la croissance économique.

Le développement est un processus d'amélioration de la satisfaction des besoins primaires (alimentation, santé, logement, éducation) d'une population. C'est une notion qualitative qui met en évidence l'amélioration du bien-être dans une société.

On peut dire il ya développement quand la grande majorité de la population mène « une vie relativement aisée » c'est-à-dire quand la majorité de la population arrive à bien se nourrir, se soigner, se loger, se vêtir, accéder à l'eau potable, à envoyer les enfants dans les meilleures écoles et universités mais également à réaliser les activités de loisirs (voyage touristique, aller au cinéma, au restaurant, au concert, au terrain de football....).

2- Mesure du développement économique :

L'indicateur qui est utilisé pour mesurer le développement est l'Indice du développement Humain (IDH). C'est un indicateur qui permet d'apprécier les progrès réalisés par un pays dans les domaines considérés comme essentiels dans la vie d'un être humain (santé, éducation et niveau de vie). C'est un indicateur composite de l'indice de longévité et de la santé, l'indice du savoir et l'indice du niveau de vie

II- Relation entre croissance et développement:

La croissance et le développement sont interdépendants. Les deux sont à la fois cause et conséquence l'un pour l'autre. La croissance est une condition préalable au développement, l'augmentation du PIB et de la richesse distribuée (le PIB/habitant) entraîne la réduction de la pauvreté, permet aux ménages de constituer de l'épargne favorable à l'investissement des entreprises, met à la disposition de l'État des recettes fiscales supplémentaires pour faire les investissements publics (infrastructures de base : école, centres de santé, routes...). Cependant il peut y avoir croissance sans développement du fait de la mauvaise répartition du fruit de la croissance qui entraîne l'explosion des inégalités sociales.

Par ailleurs le développement est nécessaire pour entretenir et pérenniser la croissance. L'investissement public dans le capital humain (éducation, santé, agriculture) permet d'avoir des ressources humaines très qualifiées et en bonne santé qui ont pour effet l'augmentation de la productivité du facteur travail et toutes ses conséquences.

La recherche exponentielle sans limite de la croissance et le développement a des multiples effets pervers :

- son impact sur l'environnement épuise le patrimoine naturel de l'humanité ;
- au niveau social on constate la persistance des inégalités et la fracture sociale demeure dans de nombreux pays ;
- tous les pays ne profitent pas de la croissance mondiale, on constate la persistance des inégalités entre les pays occidentaux et les pays en développement.

Ce qui a conduit le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 1987 a tablé sur un autre modèle de développement...

III- Le développement durable ou soutenable:

Le concept du développement durable est apparu en 1987 dans le rapport Brundtland pour le développement.

Dans le rapport Brundtland le développement durable (ou en anglais sustainable development) se définit comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Le développement entraîne une transformation progressive de l'économie et de la société.

Le développement durable s'analyse sur 3 dimensions : une dimension économique, une dimension sociale et une dimension environnementale

- La dimension économique : Une croissance des richesses est encore possible pour vaincre la pauvreté dans les pays en développement.
- La dimension sociale : Cette richesse doit être répartie équitablement dans le monde et entre les générations. Donc il faut une solidarité intergénérationnelle et une solidarité entre les nations.
- La dimension environnementale : Il faut une préservation des ressources renouvelables et non renouvelables, limiter le rejet des gaz à effet de serre.

NB : Le développement durable repose sur la préservation de l'environnement, le développement économique mondial et la justice sociale.

IV- Calcul de l'indice du développement humain (IDH) :

L'insuffisance du PIB /habitant à mesurer le bien-être de la population a poussé le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD) à mettre au point en 1990 un nouveau outil pour mesurer le développement humain : Indice du Développement Humain (IDH)

L'IDH est une mesure synthétique du développement humain. Il mesure le niveau moyen de développement humain atteint dans un pays donné, sous trois aspects essentiels : santé et longévité, accès à l'instruction et le niveau de vie décent.

L'IDH est compris entre 0 et 1 : plus il est proche de 1, plus meilleures sont les conditions autrement dit plus il est proche de 1, plus le pays est développé.

L'IDH est un indicateur composite calculé en faisant la moyenne géométrique de trois sous-indices à savoir : l'indice de longévité et santé, l'indice du savoir, l'indice du niveau de vie

Pour chaque sous-indice on choisit une variable à laquelle on attribue une valeur maximale et une valeur minimale.

- L'indice de longévité et de santé ($I_{L/S}$) : La variable est l'espérance de vie à la naissance. La valeur maximale est de 83,4 ans et la valeur minimale est de 20 ans.
- L'indice du savoir (I_s) : Il est calculé à partir deux variables dont la durée moyenne de scolarisation en années (Valeur maximale 13,1 ans et la valeur minimale 0) et la durée attendue de scolarisation en années (Valeur maximale 18,0 et la valeur minimale 0).

L'indice du niveau de vie : La variable est le revenu national brut par habitant exprimé en dollar en parité de pouvoir d'achat (en \$ PPA). Les valeurs maximales et minimales sont respectivement 107 721 \$ et 100\$.

Les valeurs maximales sont les valeurs les plus élevées observées au cours de la période considérée (1980—2011).

Les valeurs minimales sont celles que l'on peut considérer comme des valeurs de subsistance.

Selon la méthodologie de 2010, l'IDH est calculé en deux étapes :

1^{ère} Étape : La création des indices dimensionnels

Les différents indices sont calculés à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Indice dimension} = \frac{\text{Valeur Réelle} - \text{Valeur minimale}}{\text{Valeur maximale} - \text{Valeur minimale}}$$

Tableau des valeurs maximales et minimales :

Indicateurs	Valeurs Maximales	Valeurs Minimales
Espérance de vie	83,4	20
Durée moyenne de scolarisation (DMS)	13,1	0
Durée attendue de scolarisation (DAS)	18,0	0
	0,978	0
Revenu national Brut (en \$ PPA)	107 721	100

CH II : La croissance démographique et ses conséquences

Section 1 : L'évolution de la population mondiale

La population mondiale est le nombre d'êtres humains vivant sur la planète terre pendant un moment donné.

I- L'évolution globale de la population mondiale :

Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la population mondiale de 1700-2100 en millions d'habitants

Dates	1700	1800	1900	1950	1985	2000	2011	2100
Pop.	680	954	1634	2516	4837	6122	7000	10179

La population mondiale en valeur absolue évolue de façon croissante sur la période 1700-2100. Cependant cette évolution de la population mondiale n'est pas uniforme sur la période. La population mondiale a connu une augmentation faible de 1700-1900 avec un TAAM de 0.44% sur la période ; elle a connu une accélération entre 1900 et 2000 avec un TAAM de 1.33% sur la période tandis qu'elle va connaître un ralentissement avec un TAAM de 0.51% de 2000 à 2100. Elle a passée le cap de 7 milliards en 2011, elle a été multipliée par plus 10 fois de 1700-2011.

II- L'évolution par région de la population mondiale :

Régions	1950	2000	2050	2100
Régions				
Afrique	9,05	13,19	25,05	38,55
Amérique Latine et Caraïbes	6,63	8,58	8,18	6,78
Amérique du Nord	6,79	5,14	4,67	4,72
Europe	21,77	11,89	7,42	5,88
Océanie⁽¹⁾	0,50	0,50	0,59	0,64
Asie	55,23	60,67	54,10	43,41
Monde	100	100	100	100

Source : INED / Les ATLAS de la population mondiale

Nous constatons le poids démographique de l'Afrique ne cesse d'augmenter dans la population mondiale sur la période 1950-2100 ; le poids de l'Europe diminue et subira une dépopulation en 2100. L'Asie reste le continent le plus peuplé et l'Océanie le continent moins peuplé. Les autres régions connaîtront également une dépopulation en 2100.

III- L'évolution de la fécondité dans le monde :

1-Définition : La fécondité est la capacité de l'espèce humaine à se reproduire pour assurer sa perpétuité.

La fécondité est mesurée par le taux de fécondité qui est le nombre moyen d'enfants mis au monde par une femme à un moment donné. Il est calculé en faisant un rapport entre nombre de naissances vivantes et le nombre des femmes en âge de procréer (15-49 ans par convention).

2- Calcul de quelques indicateurs démographiques :

- La formule du taux de fécondité général (TFG) ou indicateur de la fécondité générale (IFG) est la suivante :

Naissances vivantes

$$\text{TFG} = \frac{\text{Naissances vivantes}}{\text{Femmes en âge de procréer}} \times 100$$

Nombre de femmes en âge de procréer (15-49 ans)

Cet indicateur démographique connaît des insuffisances pour mieux apprécier, ce qui a incité les institutions démographiques à utiliser l'indice synthétique de fécondité (ISF) pour mieux apprécier le comportement procréateur dans une société donnée. L'ISF est appelé également indicateur conjoncturel de fécondité ou sommes des naissances réduites

- L'indicateur conjoncturel de fécondité est le nombre moyen d'enfants qu'une (ou 100 femmes) mettrait (ou mettraient) au monde, si l'année considérée elle (ou elles) passait (ou passaient) par tous les stades de la vie féconde.

Il est calculé en faisant la somme des taux de fécondité à un âge donné.

L'ISF n'est pas à confondre avec la descendance finale qui est le nombre moyen d'enfants effectivement mis au monde par une femme à la fin de sa vie féconde.

- La descendance finale est calculée à la fin de la vie féconde.
- Le seuil de remplacement (SR) ou le seuil de renouvellement des générations est le nombre minimum moyen d'enfants par femme nécessaire pour que chaque génération en engendre une suivante de même effectif.

Il est calculé en multipliant l'ISF par 48.8% ou 48.78% qui correspond à la part des filles dans les naissances d'une période.

$$SR = ISF \times 48.8\%$$

Il est calculé également à partir du taux de reproduction qui est le nombre de filles qui seraient mis au monde par une génération fictive de femmes. Il peut être brut ou net.

On obtient alors le taux brut de reproduction à l'aide de la formule suivante :

$$TBR = \frac{\text{Nombre de filles}}{\text{Femmes de 15 à 49 ans}} * 100$$

On peut également calculer le taux net de reproduction (TNR) en tenant compte du taux de mortalité des filles avant l'âge de la puberté. Ce taux est de 2% de naissances de filles dans les pays développés et 20% dans les pays en développement.

Le remplacement des générations est assuré si dans une population donnée, les femmes donnent naissance, au cours de leur vie féconde un nombre égal de filles.

Ainsi dans les pays développés (PD) le remplacement des générations est assuré à 2,1 enfants par femme en âge de procréer. Dans les PED il est assuré aux environs de 2,6 enfants par femme.

Actuellement dans les pays développés et dans certains pays en développement le nombre moyen d'enfants par femme est inférieur à deux enfants donc dans ces différents pays le remplacement n'est pas assuré.

3- La baisse de la fécondité dans le monde (Pays développés et Pays en développement) :

Dossier : Evolution par région de la fécondité

Time	Asie de l'Est et Pacifique	Europe et Asie centrale	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Amérique du Nord	Asie du Sud	Afrique subsaharienne	Monde
1960	5,39	2,84	5,96	6,86	3,67	6,05	6,62	4,98
1970	5,28	2,55	5,31	6,62	2,46	5,8	6,73	4,78
1980	2,98	2,16	4,22	6,22	1,83	5,13	6,76	3,72
1990	2,55	1,95	3,21	4,91	2,06	4,29	6,36	3,28
2000	1,76	1,56	2,64	3,19	2	3,46	5,79	2,66
2010	1,77	1,72	2,2	2,88	1,9	2,76	5,24	2,5
2014	1,78	1,71	2,11	2,85	1,84	2,56	4,97	2,45

Source : INED

On constate une baisse de la fécondité dans toutes les régions du monde. Cependant cette baisse de la fécondité est très forte dans certaines régions (Europe et Asie Centrale ; Asie de l'Est et Pacifique, Amérique du Nord). Malgré sa baisse en Afrique Subsaharienne, elle reste encore très élevée (4.97 enfants donc au déçu de la moyenne mondiale).

a- La baisse de la fécondité dans les PD :

La baisse de la fécondité est une réalité dans les pays développés (Europe, Amérique du Nord, Japon...). Ces pays enregistrent un taux de fécondité faible et uniforme. Leur taux de fécondité est en deçà de la moyenne mondiale (soit 2.45 enfants par femme en 2014).

Ainsi le renouvellement de génération n'est pas assuré dans les PD qui a pour conséquence le vieillissement démographique dans ces pays.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la baisse de la fécondité dans les PD :

- **La baisse de la mortalité infantile** : La mortalité infantile ayant baissé, pour garder un certain nombre d'enfants, on en fait moins. C'est ainsi que le comportement de la natalité va s'adapter à celui de la mortalité ;
- **L'accroissement du niveau de vie** : Les revenus étant suffisants, les couples songeront à faire moins d'enfants ;
- **La multiplication des biens et services a changé les mentalités** : Les ménages font désormais un choix entre faire des enfants ou posséder certains biens ;
- **Les stratégies de l'ascension sociale** : Faire peu d'enfants pour leur permettre d'accéder à un statut social supérieur (voyages, études supérieures) ;

b- La baisse de la fécondité dans les PED :

Si la baisse du taux de fécondité est une réalité dans les pays développés, elle n'est pas uniforme dans les PED. Il est très bas dans certains pays (tels que la Chine, l'Inde etc.). Par contre il demeure élevé en Afrique subsaharienne (Afrique noire soit 4.97 enfants par femme). Cette hausse de la fécondité a pour conséquence l'explosion démographique dans cette région du monde. Il y a disparité de la fécondité dans ces pays, les uns sont au dessus de la moyenne mondiale (Afrique subsaharienne) et certains sont en dessous de la moyenne mondiale (Chine, Inde, Taiwan, Iran, Pakistan...). La disparité de la baisse de la fécondité fait que le renouvellement de génération est assurée dans certains pays par contre il n'est pas assuré dans d'autres.

Les facteurs qui sont à la base de la baisse de la fécondité dans les PED sont les suivantes :

- La politique antinataliste rigoureuse de la Chine ;
- La forte croissance économique dans certains PED (Corée du Sud, Taiwan...) ;
- Le développement de la scolarisation qui a une influence sur la mentalité traditionnelle des femmes en particulier ;
- La diffusion des moyens contraceptifs ;

NB : Partout dans le monde nous constatons une baisse de la fécondité qui devient ainsi un fait universel. Cependant elle demeure encore élevée dans les P.E.D pour les raisons suivantes : les obstacles religieux des 2 grandes religions monothéistes qui s'opposent à une quelconque réduction ou limitation des naissances, le rôle productif de l'enfant dans nos sociétés traditionnelles (l'assurance vieillesse, etc.)

Section 2 : L'évolution démographique dans le monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale

I- La natalité et mortalité :

Dès la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1960 les pays développés ont connu une reprise subite de la natalité et de la fécondité : c'est le baby-boom qui durera près de 25 ans. Cette reprise subite et prolongée de la natalité et de la fécondité est due à la fin de la guerre, aux retrouvailles des couples, à la reprise économique mais aussi à des structures sociales et familiales propices.

Les enfants nés pendant cette période appelé baby boomers ont constitué la main- d'œuvre importante dans les pays concernés entre 1970-1980.

Cependant à partir de 1965 la natalité et la fécondité connurent un net recul tandis que la mortalité demeure stable et faible.

II- La transition démographique dans le monde:

1- Définition de la transition démographique :

La transition démographique est un processus au cours duquel une société passe d'un régime démographique équilibré de forts taux de natalité et de mortalité élevé (45% et 40%) à un régime démographique moderne de faibles taux de natalité et mortalité (10% et 8%).

2- Caractéristique de la transition démographique :

Au cours de son évolution, toute société passe par 3 phases ou régimes démographiques : un régime démographique ancien ou traditionnel, une transition démographique et un régime démographique nouveau ou moderne.

- **Régime démographique ancien ou traditionnel** : Il est caractérisé par des taux de natalité et de mortalité très élevés assortis d'un accroissement démographique faible ;

- **Transition démographique** : Elle se décompose en deux phases :

***1^{ère} phase** : Dans la première phase, seule la mortalité baisse, la natalité se maintient à un niveau élevé. La baisse de la mortalité entraîne un accroissement rapide de la population appelé « explosion démographique » ou « inflation démographique »

Les causes de la baisse de la mortalité sont : le progrès de l'alimentation, le progrès de l'hygiène, de la médecine et surtout la révolution industrielle ; dans les pays du tiers-monde c'est grâce à des facteurs exogènes comme le progrès de la médecine, les innovations scientifiques (insecticides, pesticides) réalisés dans les pays développés. La baisse de la mortalité amorcée partout dans le monde, est devenue un phénomène universel. Elle est liée à l'utilisation des vaccins à la découverte des antibiotiques au cours de la seconde guerre mondiale et à la mise au point de procédés chimiques (ddt) permettant d'atteindre la cause même des maladies contagieuses

***2^{ème} phase :** Elle se caractérise par la poursuite de la baisse de la mortalité accompagnée d'une baisse de la natalité dont le niveau demeure toujours élevé. Pendant ces deux phases de la période transitoire, on assiste à une augmentation considérable de la population.

- Régime démographique moderne : Il est caractérisé par une natalité et une mortalité faibles qui se sont stabilisées à leur niveau minimum marquant ainsi la fin de la transition démographique. Le régime démographique moderne se caractérise par une fécondité trop faible et une augmentation de l'espérance de vie qui provoquent le ralentissement et le vieillissement démographique.

3- Le schéma de la transition démographique : (Voir cahier)

4- NB : De nos jours tous les pays développés ont achevé leur transition démographique ou sont en fin de transition démographique. Quant aux pays en développement, la majorité d'entre eux sont en pleine phase transitoire. Une minorité seulement à l'instar des pays développés a achevé sa transition démographique.

III- Le vieillissement démographique dans le monde (PD et PED) :

Le vieillissement démographique est défini comme l'augmentation, au fil du temps, de la proportion de personnes âgées 65 ans et plus dans la population totale d'un pays.

Le vieillissement des populations est d'abord à appréhender comme le résultat de deux tendances communément estimées heureuses : la maîtrise de la fécondité et l'allongement de la vie.

- **La baisse de la fécondité :** Les jeunes étant moins nombreux, la base de la pyramide se rétrécit. C'est le vieillissement par le bas de la pyramide ;
- **La baisse de la mortalité :** Elle entraîne le vieillissement si elle est enregistrée aux âges les plus élevés. C'est le vieillissement par le haut de la pyramide

1- Le vieillissement démographique dans les pays développés :

Le vieillissement démographique est bien installé dans les pays développés. Le poids des personnes âgées de 65 ans et plus augmente régulièrement dans les pays capitalistes développés depuis 1960 (soit 9,7%) et pourrait atteindre 20 à 25% de la population mondiale en 2025. Par ailleurs, certains pays comme la Suisse et la RFA devraient compter plus de 28% au 21^{ème} siècle. Le vieillissement démographique est un phénomène qui frappe les pays développés.

2- Le vieillissement démographique dans les pays en développement :

Le vieillissement démographique a surtout été perçu comme un phénomène propre aux PD. Cette réalité en est tout autre aujourd'hui. Bien qu'en encore peuplé d'une population très jeune, le monde en développement voit ses structures d'âge se transformer à une vitesse élevée, ce qui laisse prévoir un rythme de vieillissement qui va être incontestablement plus rapide que celui des pays du Nord. En effet, c'est dans les PED que les rythmes de croissance de la population âgée sont actuellement les plus élevés.

Si en France il a fallu 115 ans (1865 -1980) pour que la population des personnes âgées double passant de 7% à 17% de la population totale en Chine ce phénomène ne devrait prendre que 27 ans (2000-2027) ; la proportion de la population des 60 ans et plus de 10 à 20%.

3- Les conséquences du vieillissement démographique :

a- Avantages du vieillissement à court terme :

Avec moins de naissances suite au vieillissement, l'Etat et les ménages auront moins de dépenses à supporter dans l'éducation, la santé, l'alimentation. Ils pourront donc diriger leurs ressources aux investissements productifs. Les personnes âgées sont généralement riches, elles consacrent leurs fortunes à la consommation, ce qui favorise la

production et croissance des entreprises. Les personnes par leur expérience cumulée pendant leur longue carrière professionnelle peut stimuler la croissance économique car la productivité augmente jusqu'à un certain âge.

b – Les inconvénients du vieillissement démographique à long terme :

À long terme, le vieillissement pose le problème de financement des retraites. Il y a 2 systèmes de financement des retraites : le système de répartition et celui de capitalisation.

- Le système de répartition : C'est un système dans lequel les cotisations des actifs, versées pendant une période servent à financer les retraités de la même période. C'est un système de solidarité entre les actifs et les retraités. Aujourd'hui, ce système connaît des difficultés car le rapport Actifs –Retraités se dégrade au fil du temps. Il ya moins de cotisants dans les PD pour les retraités qui deviennent de plus en plus nombreux avec l'augmentation de l'espérance de vie. Pour remédier à ces difficultés, différentes solutions sont envisageables : reculer l'âge de la retraite, augmenter le montant des cotisations versées par les actifs, diminuer le montant des pensions de retraite ou développer le système de capitalisation...
 - le système de capitalisation est un système dans lequel les cotisations de chaque actif assuré sont placées dans des institutions spécialisées et le capital ainsi constitué permettra ultérieurement de verser au retraité une rente jusqu'à sa mort.
 - Le problème de financement des dépenses de santé : les personnes âgées coutent très chères à la société. Elles nécessitent plus de soins médicaux ; plus d'entretien...
- Le vieillissement favorise aussi l'avènement d'une société dans laquelle le poids du troisième âge devient de plus en plus élevé donc une société moins productive. Il entraine la diminution de la population active, le développement du travail au « noir », le développement du secteur associatif et du secteur de l'aide personnalisée aux personnes âgées ; l'isolement social, la restructuration de l'appareil productif : certains marchés sont délaissés et d'autre réorientés ((loisirs) enfin le vieillissement est devenu un phénomène irréversible dans les pays développés. Il pourrait entrainer de nouveaux flux migratoires en provenance des PED.

Section 3 : Les thèses de la croissance démographique

Depuis le 18^{ième} siècle les économistes se sont forcés de dégager les lois qui président l'évolution démographique. Plusieurs thèses ont été élaborées dès lors.

I- La croissance démographique : un obstacle pour le développement

1- La thèse malthusienne :

Une des thèses qui a de plus animée les esprits même aujourd'hui. Thomas Robert Malthus, économiste classique britannique et Pasteur est le précurseur de cette thèse qui porte d'ailleurs son nom : le malthusianisme.

L'idée fondamentale est donc qu'il ya une disproportion entre la tendance à l'accroissement de la population et la possibilité d'accroissement des subsistances. Selon Malthus, la population augmente de façon géométrique tandis que les ressources nécessaires pour leur survie augmentent de façon arithmétique. En d'autres termes, la population augmente plus vite que les ressources de subsistance. Ce décalage d'accroissement aura pour conséquence la pauvreté et la misère si rien n'est fait pour maîtriser l'augmentation de la population. Comme solution, Malthus préconise la « contrainte morale » qui se résume à l'abstinence quant au mariage si on n'a pas les moyens d'entretenir une femme. Même si on se marie si on n'a pas les moyens nécessaires pour entretenir les enfants, on doit s'abstenir. A défaut de la contrainte morale, comme solution Malthus prône les tremblements de terre, les famines, les épidémies pour freiner l'augmentation de la population afin de réduire les souffrances humaines. En résumé, Malthus pense qu'une population trop nombreuse est un frein pour l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble du fait de l'insuffisance des ressources de subsistance.

Dans le même ordre d'idée d'autres penseurs ont utilisé différents arguments pour appuyer la pensée malthusienne.

2- Les arguments des antinatalistes :

Pour les antinatalistes, une population nombreuse est un handicap pour le développement. Selon eux, la forte fécondité, qui est synonyme de forte croissance démographique conduit à l'épuisement des ressources naturelles (le bois, le poisson, la faune, etc.) ; nécessite des investissements sociaux importants (éducation, santé, logement) au détriment des investissements productifs (création d'infrastructures, création d'entreprises, etc.) qui sont les principales sources de création de richesses et d'emplois pour un pays. Elle exige des investissements productifs importants pour les seuls besoins de maintien du niveau de vie. A défaut d'épargne, le financement de ces investissements (sociaux et productifs) peut conduire à l'endettement extérieur donc la dépendance financière du pays vis-à-vis de l'extérieur. La surpopulation comporte toujours un risque de chômage, l'émigration, complique également les problèmes liés à l'urbanisation et favorise également la délinquance et l'insécurité à l'échelle nationale et internationale.

A long terme avec la forte croissance démographique, les pays en développement qui n'arriveront pas à réaliser des progrès économiques, risquent d'être confrontés à de sérieux problèmes politiques et sociaux.

II-La croissance démographique : Un atout pour le développement

1- Les arguments des natalistes :

Dans une conjoncture économique favorable, une population nombreuse constitue un stimulant précieux à l'accroissement du niveau de vie. Elle tant en procurant une main d'œuvre pour exploiter les ressources naturelles qu'en élargissant les marchés nécessaires pour absorber et rentabiliser une production de masse. Autrement dit, l'accroissement démographique peut jouer positivement à la fois sur la demande et sur l'offre des agents économiques.

a- Les effets sur la demande des biens et services:

L'augmentation du nombre de la population a pour corollaire un gonflement des besoins et un accroissement de la consommation. Cette extension des besoins facilite la réalisation des économies d'échelle qui stimule le pouvoir d'achat de la population donc stimule la demande des biens et des services. La population nombreuse est donc un facteur important de relance et de maintien de l'investissement qui reste la principale source de création d'emplois et de richesse. Elle peut conduire à la réalisation des économies d'échelle. La forte population est aussi une source de relance et de maintien de l'investissement public parce que la demande en infrastructure économique et sociale est toujours importante (effet du multiplicateur keynésien). Une population nombreuse augmente la taille des marchés surtout quand elle a des revenus suffisants. Elle est également génératrice d'une production importante et d'une capacité d'innovation considérable nécessaire pour entretenir et améliorer le niveau de vie et promouvoir le progrès technique.

b- Les effets sur l'offre du travail:

Elle est génératrice de gain de productivité et se trouve à l'origine de deux mécanismes :

Une population jeune et nombreuse permet de fournir une main d'œuvre abondante, dynamique et bon marché. L'ensemble des secteurs d'activité peut être pourvu en main d'œuvre grâce au transfert entre ville et campagne et entre les secteurs à faible productivité et les secteurs à productivité élevée. Cette répartition de la main d'œuvre favorise la modernisation de l'agriculture grâce à la population non agricole installée dans les villes et constitue un marché pour les produits agricoles. Elle favorise également le développement industriel grâce à la disponibilité de la main d'œuvre et son caractère bon marché. L'augmentation rapide de la population accélère le renouvellement des générations de travailleurs. Cela permet de remplacer l'ancienne génération de travailleurs analphabètes ou semi lettrés par une nouvelle génération de travailleurs mieux formés et ouverts au progrès. Ce processus de remplacement sera d'autant plus rapide que la pression démographique est forte et les progrès industriels importants.

En conclusion, une population nombreuse constitue donc une source importante de dynamisme économique favorable à la modernisation de tous les secteurs d'activité économique du pays.

3-La thèse de la pression créatrice:

L'argument des effets positifs de la surpopulation est apparu dans l'analyse d'E. Dupreel (1928) qui fait de l'accroissement démographique la cause fondamentale du progrès sous toutes ses formes.

Parmi les économistes qui ont partagé ce point de vue, on peut citer Ester Boserup (1965) dont la thèse est considérée comme étant l'alternative la plus crédible au modèle Malthusien. Selon Boserup, il existe bien une relation entre population et ressources, et plus précisément entre population et production alimentaire. Cependant, contrairement à Malthus, ce n'est pas la population qui s'ajuste au processus de production de l'agriculture mais plutôt c'est le processus productif qui est déterminé par la pression démographique. La pression démographique exerce donc une pression créatrice et non destructrice comme l'a soutenu Malthus. L'idée fondamentale est que lorsque la pression démographique atteint un certain niveau, elle exige un changement et une amélioration des outils de travail et des modes de production agricole notamment. Cela se manifeste par l'abandon de la jachère et l'utilisation des engrais et autres produits chimiques de même que l'utilisation des machines dans l'agriculture.

II- Les politiques démographiques:

Les politiques démographiques se définissent comme l'ensemble des mesures adoptées par les autorités publiques pour influencer le comportement procréateur de la population dans un pays.

Les politiques démographiques se déclinent en deux : les politiques natalistes et les politiques antinatalistes

1- La politique nataliste :

La politique nataliste est adoptée pour stimuler la fécondité afin de permettre un accroissement modéré de la population.

Les pays développés ont mis en œuvre une politique qui relance la natalité depuis l'entre deux guerres jusqu'à nos jours.

Dans un 1^{er} temps, cette politique nataliste comportait des mesures contraignantes qui réprimaient l'avortement et la publicité autour des moyens contraceptifs. Ces mesures sont restées en vigueur jusqu'après la reprise des naissances à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale. Après les dernières guerres, en matière de relance démographique, plusieurs pays sont passés de la contrainte à l'incitation. L'avortement et la publicité autour des moyens de contraception ont été également décriminalisés de même que la stérilisation. Aujourd'hui, la politique de relance démographique dans les pays développés comporte les mesures incitatives suivantes : versement de prestations sociales (allocation familiale), accueil d'enfants dans les crèches, congé parental, etc.

2-La politique antinataliste :

La politique antinataliste est une politique démographique qui est adoptée pour réduire ou limiter la fécondité d'une population.

Dans les pays en voie de développement, ce sont les politiques antis natalistes ou politiques Malthusiennes qui ont surtout été mises en œuvre.

Le dispositif mis en place dans chacun des pays est plus ou moins contraignant, plus ou moins autoritaire. Les moyens d'actions s'étendent des simples campagnes d'informations et de sensibilisation, de diffusion des moyens contraceptifs jusqu'aux sanctions financières, politiques et sociales. On peut remarquer que les pays qui ont utilisé la contrainte et la répression n'ont pas atteint les résultats escomptés.

En matière de politique démographique, il apparaît clairement que l'augmentation du niveau de vie et une sécurité sociale pour tous constituent le moyen le plus efficace pour réduire la natalité. A cela on peut ajouter l'instruction et l'émancipation de la femme. Ainsi en garantissant la nourriture pour tous, la santé pour tous, l'éducation pour tous et la sécurité sociale pour tous.

CH III : Les transformations économiques dans les pays industrialisés capitalistes (PIC)

Section 1 : L'expansion du capitalisme

A partir de la deuxième moitié du 19^{ième} siècle, le capitalisme se diffuse et se transforme ; l'appareil productif se modifie, les conditions de travail s'améliorent, la production s'accroît et les échanges se multiplient. Le capitalisme est né en Grande-Bretagne puis s'est propagé à la France, à l'Allemagne, aux Etats-Unis, et au reste du monde.

I - Définition:

Le capitalisme est un système économique dans lequel les moyens de production sont privés, il repose sur la concurrence et la recherche du plus grand profit et le réinvestissement systématique de ce profit.

Trois principes essentiels gouvernent le capitalisme : le libéralisme, le marché et la concurrence constituent le moyen de mettre en relation des agents économiques tout en préservant leur liberté et en fin le progrès technique

II- La concentration des entreprises:

La concentration des entreprises est l'augmentation de la taille des entreprises.

A- Les phases de la concentration des entreprises :

1- Les premiers mouvements de concentration :

Le processus de concentration des entreprises s'est déroulé en trois phases:

- **La 1^{ère} phase ou la phase involontaire** : C'est la phase de l'accroissement de la taille des entreprises suite à l'élimination par la crise de certaines d'entre elles qui étaient soit trop petites soit moins performantes et mal gérées ;
- **La 2^{ème} phase ou la phase volontaire**: Au niveau de tous les pays capitalistes, on assiste à un accroissement de la taille des entreprises provenant du choix des entrepreneurs. En effet après avoir connu plusieurs crises qui ont englouti plusieurs entreprises, celles qui ont survécu ont opté résolument pour la grande taille qui est moins vulnérable aux crises et qui présente moins de risque à faire faillite. La grande taille a ainsi été considérée par les chefs d'entreprises comme le moyen le plus sûr de résister à la crise.
- **La troisième phase**: C'est la phase de l'internationalisation croissante des économies et de la multinationalisation des entreprises. Cette phase reste caractérisée par l'apparition des grandes entreprises dont le capital appartient aux opérateurs économiques de plusieurs pays et dont la production est destinée au monde entier. Ainsi dès le XIX^e siècle, des géants sont apparus dans l'industrie et dans les finances : Schneider, Dupont De Nemours, Rockefeller, Rothschild, Krupp, Ford, etc.

2- La financiarisation des entreprises:

La création des sociétés de capitaux et en particulier les sociétés anonymes a été d'un apport essentiel à l'expansion du capitalisme. Ces sociétés ont permis de diriger plus de capitaux vers l'industrie grâce à la division et à la réduction des risques et des responsabilités. De grandes banques d'affaires ont également fait leur apparition et ont beaucoup contribué au financement de l'économie en créant certaines sociétés et en simplifiant fortement leur gestion.

B- Les techniques et les stratégies de concentration des entreprises:

1- Les techniques de concentration :

On distingue essentiellement trois techniques de concentration

- **la fusion réunion**: C'est l'association de deux ou de plusieurs entreprises qui donne naissance à une nouvelle et unique entreprise ;
- **la fusion absorption** : Une entreprise avale une plus petite entreprise et la fait disparaître ;
- **la participation** : C'est le fait pour une entreprise de détenir du capital d'une autre entreprise. Lorsque la part du capital détenue dépasse 50% on parle de prise de contrôle et l'entreprise devient une filiale

2- Les stratégies de concentration: On distingue principalement trois stratégies de concentration

STRATEGIES	DEFINITIONS	AVANTAGES	INCONVENIENTS
Concentration horizontale	Regroupement d'entreprises fabriquant les mêmes produits ou groupe de produits	•Élimination de la concurrence •Économie d'échelle(en répartissant les tâches entre les établissements) •Accroissement du pouvoir de négociation auprès de fournisseurs et des banques	•Risque (pas de possibilité de replier en cas de difficulté) • Difficultés d'Harmonisation des politiques de chaque établissement
Concentration verticale	Regroupement d'entreprises fabriquant des produits complémentaires à des stades successifs du	•Sécurité de débouché et d'approvisionnement •Possibilité de recentrage sur une activité qui n'est pas touchée par	Risque de goulets d'étranglement (ralentissement de l'activité suite à une

	processus de production	la crise	rupture de stock)
Concentration conglomérale ou le conglomérat	Regroupement d'entreprises fabriquant des produits différents ou exerçant des actes disparates	Limitations des risques (ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier)	Image de marque floue

C- La petite et moyenne entreprise – la grande entreprise:

Dans les pays industrialisés capitalistes (PIC) les grandes entreprises emploient une part importante des effectifs industriels (50 à 70%). Le Japon constitue l'exception qui confirme cette règle avec seulement 33% des effectifs industriels employés dans l'entreprise. Dans les autres secteurs d'activités, ce sont les petites entreprises qui assurent l'emploi de la moitié des effectifs. Le retour à la petite et moyenne entreprise remonte à la crise des années 70 avec le 1^{er} choc pétrolier qui a montré les limites de la grande taille. En effet les PME sont plus flexibles et permettent une adaptation rapide à la conjoncture. Elles ont l'avantage d'avoir une structure plus légère et l'ambiance est plus conviviale en leur sein aussi, les nouvelles technologies n'imposent plus de grandes dimensions. Cependant on constate un certain retour de la grande taille ces dernières années avec le processus de mondialisation de l'économie pour une nation. C'est surtout la qualité des relations entre les PME et les grandes entreprises qui déterminent la santé de l'économie et plus particulièrement la solidarité du tissu industriel.

L'économie Japonaise est la confirmation de cette affirmation.

IV- L'évolution des secteurs d'activité:

Un secteur d'activité est l'ensemble des entreprises qui exercent la même activité principale.

On distingue principalement 3 secteurs d'activité économique : le primaire (agriculture), le secondaire (industrie) et le tertiaire (services).

Tous les pays développés ont connu la même évolution de leurs secteurs d'activité avec cependant quelques décalages. Tout d'abord, le secteur primaire était le secteur dominant par sa contribution au PIB et la part de la population active occupée. La part de l'agriculture a diminué dans la production totale pour ne représenter que de 3 à 4% du PIB et n'emploie désormais que 5% de la population active: **c'est le déclin de l'agriculture**

L'industrie, dans un 1^{er} temps, a pris le relais du secteur primaire devenant ainsi le secteur le plus dominant. A partir des années 1970-1980, sa part décroît dans la production totale passant de 40 à 35% du PIB : **c'est le déclin de l'industrie ou la désindustrialisation.**

Dans un 2^{ème} temps, le secteur tertiaire ou le secteur des services a pris le relais et à leur tour connaît un développement continu. Leur part représente 66% de la production totale et emploie 70% des actifs : **c'est la tertiatisation.**

Les facteurs explicatifs de l'évolution des secteurs d'activité :

L'évolution sectorielle s'explique par l'accroissement de la productivité. En effet, les gains de productivité d'abord obtenu dans l'agriculture ont permis de libérer la main d'œuvre agricole et d'élever les revenus agricoles. Il y a donc eu transfert de la main d'œuvre agricole vers le secteur industriel.

Le même phénomène s'est reproduit dans le secondaire quand les gains de productivité y sont apparus. La désindustrialisation s'explique par l'augmentation des revenus agricoles qui a entraîné une augmentation et une diversification des produits industriels (loi d'Engel), le développement des services à l'entreprise c'est-à-dire le recentrage ou la redéfinition des activités. En effet, certaines activités jadis exercées par les entreprises industrielles ont été délaissées au profit du tertiaire ; il s'agit de la publicité, la gestion, l'entretien, le gardiennage.

IV- Les « Trente glorieuses » (1945-1973):

Les « trente glorieuses » désignent la période de forte croissance de la production et de la productivité de 1945 à 1973, dans les principaux pays capitalistes industrialisés. Le taux de croissance annuel moyen du PIB fut de près de 5%, le taux de chômage de l'ordre de 3% et l'inflation de l'ordre de 2%. C'est surtout le Japon et la RFA, les vaincus de la 2^{ème} guerre mondiale qui ont connu la croissance la plus vigoureuse avec respectivement 9,7% et 6,0%. C'est ainsi que l'on parle de « miracle Allemand ». Cette période faste (prospère) fut appelée les « 30 glorieuses » selon l'économiste Français Jean Fourastié car pendant ces trente années de forte croissance économique, les conditions de vie de la population dans ces pays ont beaucoup amélioré. Pendant cette période, la croissance s'accompagne d'un réel développement et d'une amélioration des conditions de vie.

A- Les éléments de base des « Trente glorieuses »:

1- L'investissement :

a- Définition :

L'investissement est l'acquisition des moyens de production durables qui accroissent, modernisent ou maintiennent la capacité de production de l'entreprise.

b- Les formes d'investissement :

Il existe deux formes d'investissements : investissement matériel ou immatériel

L'investissement matériel se décline en 3 types :

▪ L'investissement de remplacement ou investissement de renouvellement :

Il consiste à remplacer les moyens de production usés ou obsolètes (dépassés techniquement) dans le but de maintenir le niveau de production.

▪ L'investissement de capacité ou investissement d'extension :

Il vise à accroître le niveau de la production afin d'augmenter les bénéfices, les parts de marché, les stocks...Il permet aux entreprises de s'agrandir, de réduire les coûts de production, de faire face à un accroissement de la demande et d'améliorer l'organisation productive.

▪ L'investissement de productivité ou investissement de modernisation :

Il vise à améliorer la productivité des facteurs de production notamment l'efficacité du facteur travail par l'acquisition de biens de production modernes et plus performants.

L'investissement immatériel ou intellectuel est une dépense particulière destinée à améliorer le potentiel productif de l'entreprise. Ces dépenses sont de plus en plus considérées comme stratégiques dans la concurrence. Ils se composent des dépenses liées à l'innovation (recherches, brevets, licences), les dépenses de formation des salariés, les dépenses commerciales...

a- Les déterminants de l'investissement:

Plusieurs facteurs incitent les entreprises à investir :

➤ La demande anticipée :

Pour Keynes la demande effective ou demande anticipée est un déterminant important de l'investissement. Si l'entreprise prévoit une augmentation durable de ses commandes, elle serait alors incitée à augmenter ses capacités de production, donc investir. Il existe donc un lien stable entre le niveau de la demande et les équipements nécessaires pour produire. Donc, la hausse de la demande entraîne une augmentation de l'investissement. Cependant toute variation positive de la demande ne se traduit pas forcément par un investissement supplémentaire. Cela dépend : du taux d'utilisation des capacités de production ; des stocks existant sur le marché ; de la solvabilité de cette demande. La reprise de la demande est donc une condition nécessaire à la reprise de l'investissement mais elle n'est pas suffisante.

➤ La rentabilité espérée ou la profitabilité:

L'investissement doit être rentable et rapporter plus qu'il ne coûte. L'entreprise investit quand elle constate que le rendement espéré est plus élevé que le taux de placement sur un marché financier, mais également au coût de l'emprunt si elle doit se financer par emprunt. Lorsque les taux d'intérêt sont élevés, cela est considéré comme un frein au développement.

➤ La situation financière ou le rôle du profit:

Le profit sert à financer l'investissement. L'amélioration du niveau de profit favorise la reprise de l'investissement par autofinancement. Si les entreprises ont des profits élevés, elles apparaissent plus crédibles lorsqu'elles cherchent des capitaux sur le marché financier ou par les banques. Le rôle moteur du profit dans l'investissement s'illustre à travers la célèbre formule d'HELMUT SCHMIDT « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain ».

Le profit joue un rôle essentiel mais il reste un indicateur limité. Sa montée ne suffit pas à augmenter les investissements. Il faut que l'endettement antérieur de l'entreprise ne soit pas trop important et que les capacités de production soient pleinement utilisées.

➤ Le coût relatif du travail et du capital :

Si le coût salarial augmente plus vite que le coût du capital, les entreprises vont préférer, toutes choses égales par ailleurs, substituer du capital au travail.

2- Le progrès technique:

Le progrès technique peut également être considéré comme un processus général du développement et du perfectionnement des moyens et des méthodes de production destiné à la maîtrise de la nature par l'homme en réduisant de plus en plus l'effort humain.

Il peut également être défini, le progrès technique est l'ensemble des innovations qui permettent d'améliorer les méthodes de production, de l'organisation du travail, des produits, des procédés de production, des marchés et des structures de l'économie afin d'augmenter la productivité.

La mise en œuvre du progrès technique se traduit par des innovations. L'innovation est l'application industrielle et commerciale d'une invention. Elle se présente comme de nouveaux produits, de nouvelles méthodes de production et de transports, de nouveaux marchés, de nouveaux types d'organisations industrielles, de nouvelles sources de matières premières ou de d'énergie.

Elle peut être le fruit du hasard mais elle est de plus en plus faite de longues et coûteuses recherches.

Plusieurs étapes se succèdent dans le processus de recherche :

De la recherche fondamentale → à la découverte fondamentale → de la recherche fondamentale à la recherche appliquée → de la recherche appliquée à l'invention → de l'invention à l'application industrielle d'où l'innovation.

- **La recherche fondamentale** est l'apparition de nouvelles connaissances (exemple mathématique) ;

- **La recherche appliquée** : C'est la recherche orientée vers un objectif ;

- **Le développement expérimental** : On se lance dans la réalisation nouvelle.

NB: La dépense intérieure de recherche développement (DIRD) permet de mesurer l'effort de recherche développement (RD). Les pays développés de plus en plus consacrent une partie importante du PIB aux dépenses de recherches. La nature des recherches dépend d'un pays à l'autre. On distingue des recherches civiles ou militaires, privées ou publiques.

B- Investissement – Progrès Technique-Croissance économique-Emploi :

1- Investissement et croissance économique:

L'investissement occupe une place prépondérante dans l'activité économique puisque qu'il transforme les conditions de l'offre des biens et services mais également qu'il est une composante de la demande globale à court et long terme.

Demande Globale = Consommation (C) + Investissement (I) + Dépenses publiques (G) + Exportations (X)

Dans l'analyse keynésienne, l'investissement est un moteur de la croissance à double titre : un investissement est d'abord un élément de la demande globale, mais aussi une source de revenu pour d'autres agents et donc l'initiateur d'un **cercle vertueux** de la croissance. L'investissement permet la réalisation des économies d'échelle et les externalités positives (une construction de route par exemple permet de réduire les coûts de transport)

De plus, du côté d'offre, il permet d'améliorer les conditions de production en permettant aux entreprises de produire davantage et donc d'adapter la production globale aux variations de la demande : c'est le principe de l'**accélérateur**. Un investissement engendre forcément de la croissance.

2- Progrès technique et croissance économique:

Le progrès technique en apportant des gains de productivité est un facteur de croissance économique. L'augmentation de la production entraîne des économies d'échelle réduisant le coût unitaire du produit, cette baisse du prix permet d'accroître la demande. Cette baisse favorise des consommateurs au plan national mais aussi au plan international ce qui augmentera les exportations. Les gains de productivité apportent à l'entreprise une hausse de ses profits qui facilitera le financement de nouveaux investissements. Parallèlement l'entreprise pourra augmenter les salaires et revenus de ses salariés. Par ailleurs, la mise en œuvre du progrès technique se traduit par des innovations qui selon l'économiste de l'innovation, Joseph Aloïs Schumpeter, sont à la base de la croissance économique et du cycle de Nikolai Kondratieff car elle permet de réaliser des gains de productivité importants.

3- Investissement et emploi:

Les effets de l'investissement sur l'emploi dépendent de la nature de l'investissement. L'investissement de remplacement a un effet neutre sur l'emploi. Les investissements de capacité créent sans ambiguïté l'emploi. Les investissements de productivité ont des effets ambigus. A court terme, ils détruisent les emplois car les gains de productivité sont importants. A long terme les gains de productivité obtenus peuvent permettre une baisse du prix de vente des produits (réalisation d'économies d'échelle) relançant la production et créant de nouveaux emplois plus qualifiés.

4- Progrès Technique et emploi:

Le progrès technique a des effets variables sur l'emploi. D'une part le progrès technique a des effets négatifs sur le volume de l'emploi. A court terme, il est destructeur d'emplois car il favorise la substitution du capital au travail, engendre une hausse de la productivité. Les emplois sont détruits lorsque la productivité augmente plus vite que la production.

Le progrès technique a également des effets positifs sur le volume de l'emploi. Il engendre des gains de productivité pouvant stimuler la hausse des revenus favorable à l'emploi. Il crée des emplois (conception, entretien des machines), de nouvelles activités et met à la disposition des consommateurs de nouveaux produits capables de relancer la consommation, la croissance et donc l'emploi.

Section 2 : Les fluctuations économiques

L'activité économique ne suit pas une croissance régulière et sans faille. De nombreuses crises ont marqué l'histoire économique, donc la croissance connaît des grandes irrégularités et évolue selon une succession de phases ascendantes et descendantes.

I- Les crises économiques :

1- Définition :

- Au sens large du terme, la crise en économie est une rupture de l'équilibre (ou un déséquilibre) entre l'offre et la demande des biens et services qui provoquent ainsi la dépression de l'activité économique.
- Au sens strict du terme, la crise est un retournement brutal de la conjoncture ; une phase de dépression succédant à une expansion.

2- Les différents types de crises :

On distingue principalement les crises précapitalistes et les crises modernes.

a- Les crises précapitalistes : Les crises précapitalistes sont des crises de sous-production.

Jusqu'au milieu du 18^{ème} siècle, la crise est d'abord un caprice de la nature (inondation, mauvaises récoltes, épizooties...) qui fait chuter le niveau des subsistances, provoque une hausse des prix agricoles et plus particulièrement des indices des prix des céréales.

Les crises qu'ont connues les sociétés précapitalistes se présentent sous deux formes : les crises d'ancien régime et les crises mixtes.

- **les crises d'ancien régime :** Ce sont des crises de sous production ayant pour origine des mauvaises récoltes. Elles commencent dans les campagnes et peuvent atteindre les centres urbains par effet de contagion en engendrant une hausse vertigineuse des prix des biens de première nécessité. Il suffit seulement qu'une bonne récolte succède à la mauvaise récolte pour faire tourner la page d'une telle crise.

- **les crises mixtes :** Elles sont identiques aux crises d'ancien régime dans leur origine et le cheminement. Elles touchent d'abord la production agricole et s'étend par la suite à la production industrielle dans les villes. Ces types de crises ont fait leur apparition dans la première moitié du 19^{ème} siècle.

b- Les crises modernes :

Les crises modernes sont des crises de surproduction, de crash boursier et de faillite bancaire.

Elles se présentent sous deux formes : la crise économique et la crise financière

- **La crise économique :** Elle est due à un décalage entre la production et la consommation ; les prix des biens s'effondrent du fait d'une production excessive conduisant à la mévente par les entreprises. Cette mauvaise performance des entreprises a des conséquences lourdes qui affectent l'ensemble des acteurs économiques : les ménages, les consommateurs, les administrations publiques, épargnants, les prêteurs et les emprunteurs.

Elle se traduit généralement par une augmentation du chômage, les faillites, la baisse du pouvoir d'achat... Les crises économiques sont moins fréquentes que les crises financières.

- **La crise financière :** Elle se définit comme une période d'instabilité et de déficit budgétaire qui affecte les marchés financiers (marchés des actions et des obligations), les marchés bancaires et les États (lorsque ceux-ci sont surendettés par exemple).

Les crises financières sont assez nombreuses dans l'histoire récente et d'ampleur inégale. Les plus graves sont porteuses d'un risque systémique, c'est-à-dire qu'elles peuvent affecter par ricochet leur environnement et se traduire par une crise économique.

II- Les cycles économiques:

Les cycles économiques constituent des mouvements récurrents et alternés de l'activité économique, d'amplitude et de périodicité régulière.

Cependant un cycle économique se déroule en quatre phases :

***une phase d'expansion** : Elle est caractérisée par la hausse de tous les indicateurs économiques (production, investissement, salaire, profit, prix, etc.) à l'exception du chômage qui diminue.

***La crise** : Elle est le plus souvent déclenchée par une faillite retentissante qui sème la panique.

***Une phase de dépression** : Au cours de cette phase, tous les indicateurs économiques sont au rouge c'est-à-dire à la baisse (production, investissement, salaire, prix, etc.). Seul le chômage est à la hausse.

***La reprise de l'activité** : Les mesures de restructuration prises au niveau des entreprises conduisent à l'assainissement de la situation des entreprises et permettent à l'activité économique de repartir sur de nouvelles bases solides.

On distingue trois types de cycles : celui de Kitchin, de Juglar et celui de Kondratieff.

1- Le cycle court ou cycle Kitchin :

C'est un cycle de deux ou trois ans (40 mois) qui trouve son origine dans le stockage et le déstockage des biens au niveau des entreprises. Il est appelé également cycle mineur.

2- Le cycle moyen ou cycle Juglar :

Le cycle Juglar découvert par Clément Juglar dénommé encore cycle des affaires. Il est lié à l'investissement car la période d'euphorie pousse à l'extrême les ressorts économiques provoquant ainsi les anticipations excessives irréalisables. Ainsi, le crédit s'arrête, l'investissement également.

Sa périodicité est de 8 ans, appelé également cycle majeur, il décompose l'activité économique en quatre phases.

3- Le cycle long ou cycle Kondratieff :

Ce cycle est lié à l'innovation et sa périodicité est de 50 ans. Il décompose l'activité économique en deux phases de 25 ans chacune.

***la phase A ou phase d'expansion** : Au cours de cette phase l'activité économique est florissante et les indicateurs économiques sont tous à la hausse sauf le chômage qui baisse.

***la phase B ou phase de dépression** : Il se produit au cours de cette phase un retournement de l'activité économique avec des indicateurs à la baisse, exception faite du chômage qui augmente.

Par ailleurs, sur le long terme, le "TREND" (ou Tendance séculaire) de la production est orienté à la hausse.

Les crises jouent un rôle important dans l'économie capitaliste.

Pour les économistes libéraux, l'économie est toujours en équilibre et les fluctuations (les crises) ne sont que passagères. Pour ce courant de pensée, en cas de crise le système économique s'équilibre de lui même par ses propres mécanismes.

Selon les Marxistes, la crise est la condition de vie du capitalisme, elle en est sa respiration. Les crises permettent à l'économie capitaliste de repartir à nouveau jusqu'à la crise ultime qui lui sera définitivement fatale.

III- Les politiques économiques :

Une politique économique est l'ensemble des moyens et des mesures mis en œuvre par les pouvoirs publics pour résoudre les difficultés économiques auxquelles ils sont confrontés à court, moyen et long terme.

Une politique économique vise deux objectifs : la relance ou le ralentissement de l'activité économique.

On distingue des politiques conjoncturelles et de politiques structurelles :

1-Les politiques conjoncturelles:

C'est la politique économique de court terme. Elle comporte 4 éléments : la politique budgétaire, la politique monétaire et la politique des taux de changes, la politique fiscale

a- la politique budgétaire :

Elle utilise comme instrument le budget de l'État et vise deux objectifs :

*** La relance de la demande et l'emploi** : cela passe par l'augmentation des dépenses publiques et les salaires. On utilise alors le déficit budgétaire qui va se traduire par un endettement de l'État.

*** Le ralentissement de l'activité économique et la lutte contre l'inflation** : Cela nécessite la rigueur et passe par la diminution des dépenses publiques et des salaires. Cela se traduira par une augmentation des prélèvements (impôts et taxes).

b- la politique monétaire : Les autorités publiques peuvent utiliser à travers la masse monétaire une politique expansionniste ou une politique restrictive.

- **La politique expansionniste : Elle** consiste à soutenir la demande par l'augmentation de la liquidité au niveau des banques commerciales (baisse du taux d'escompte, réserves obligatoires), faciliter l'octroi de crédits aux producteurs et aux consommateurs (en baissant les taux d'intérêt, en pratiquant l'open-market).
- **La politique monétaire restrictive :** Elle consiste à refroidir la machine économique et lutter contre l'inflation en diminuant la quantité de la masse monétaire (en augmentant les taux d'escompte, les réserves obligatoires, les taux d'intérêt, en procédant à l'encadrement du crédit et à l'Open-market).

c- La politique du taux de change ou externe:

Cette politique utilise comme instrument la réévaluation ou de dévaluation de la monnaie :

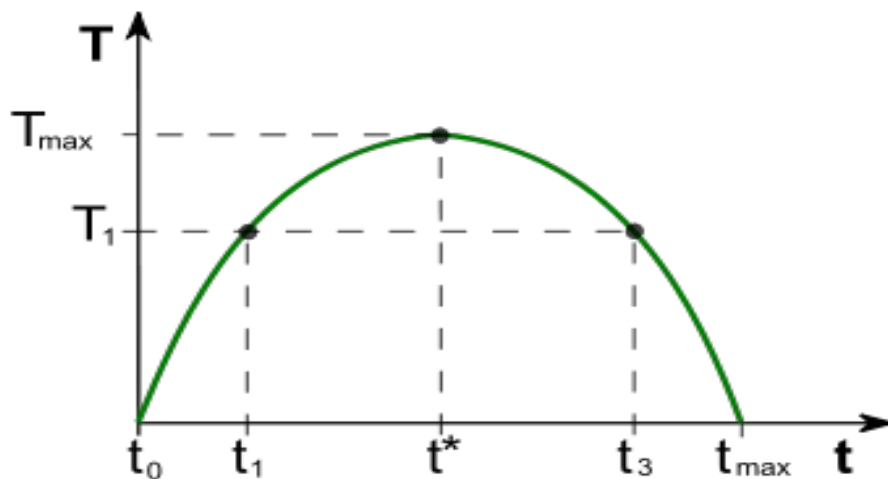
* **la monnaie forte en réévaluant :** A travers la réévaluation, l'objectif visé est d'amener les entreprises à faire des efforts de productivité et de lutter contre l'inflation.

* **la monnaie faible en dévaluant:** A travers la dévaluation, l'objectif visé est la relance des exportations.

d- La politique fiscale : la théorie de l'économie de l'offre

La théorie de l'économie de l'Offre connue sous l'appellation anglaise de « Supply side economic » a pour chef de file Arthur Laffer. Cette théorie ne s'intéresse qu'à la production des biens et services et non à la consommation. Selon les tenants de cette théorie, il y a deux niveaux de taux d'imposition qui mettent à la disposition de l'Etat le même montant des recettes fiscales : les taux acceptables (de 0 à 50%) et des taux dissuasifs (de 50% à 100%).

Selon cette théorie un taux d'imposition élevé peut décourager les agents économiques à ne pas payer l'impôt : « Trop d'impôts tuent l'impôt ».



La courbe de Laffer

T : Les recettes totales ; **$T_{\max}$:** recettes maximales ; **t :** taux d'imposition ; **$t_{\max}$:** taux maximum

2-La politique structurelle :

C'est la politique économique à moyen et long terme qui se résume à la planification, à la politique industrielle et à la politique des revenus.

- **La planification :** L'objectif de la planification reste l'orientation des décisions d'investissements des entreprises à travers les plans indicatifs qui donnent des directives, des pistes et des stratégies.

Dans les économies capitalistes ou mixtes les plans sont indicatifs, par contre dans les pays socialistes ils sont contraignants et obligatoires.

- **La politique industrielle :** Elle utilise comme instrument les subventions et les nationalisations. Son objectif est de contrôler les secteurs clés de l'économie, lutte contre les monopoles et constitue une vitrine sociale.
- **La politique des revenus :** Elle utilise comme instrument la fiscalité et augmente la part des salaires ou des profits dans la valeur ajoutée et les prix en contrôlant ou en gelant certains prix. La politique des revenus a comme objectif la correction de certaines inégalités sociales, la relance de la machine économique et la lutte contre l'inflation.

Section 3 : Le marché du travail

I- Définition du marché du travail:

Le marché du travail est un lieu de rencontre entre l'offre et la demande de travail, déterminant ainsi la fixation du salaire, du niveau d'emploi et les modalités du travail (durée du contrat de travail...)

II- Les déterminants du marché du travail :

Le marché du travail est déterminé par l'offre du travail et la demande du travail.

1- L'Offre du travail :

Elle correspond à la population active c'est-à-dire les personnes âgées de 15 ans et plus qui occupent un emploi rémunéré ou qui souhaitent travailler.

Les déterminants de l'offre de travail sont :

- L'accroissement naturel (nombre de naissances – nombre de décès),
- Le solde migratoire (nombre d'immigrés – nombre d'émigrés),
- L'activité féminine : Elle a largement contribué à l'augmentation de la population active.
- L'allongement de la durée des études et la diminution régulière de l'âge de la retraite ont contribué à diminuer la population active.
- La salarisation du marché de travail : Les emplois salariés augmentent constamment dans l'économie

2- La demande du travail :

Les entreprises demandent du travail qu'elles utilisent à titre de facteurs de production. Elles offrent des postes de travail, des emplois. La part de la population active occupée dans ces emplois correspond donc au volume de l'emploi.

Les déterminants de la demande de travail sont :

- du volume de la production à réaliser qui dépend essentiellement de la demande,
- de la durée du travail,
- du type de combinaison productive retenu qui peut être plus ou moins capitalistique,

III- Les analyses du marché du travail :

A- Les analyses traditionnelles du marché du travail :

1- L'analyse libérale ou néolibérale du marché du travail : le chômage libéral

Pour les économistes libéraux, le marché de travail est un marché comme les autres et la force de travail est aussi une marchandise comme les autres. Dans leur vision appliquée toujours le marché de travail est en équilibre ou retourne automatiquement à l'équilibre.

Pour ces économistes, l'offre et la demande de travail dépendent du seul niveau des salaires. Les seules formes de chômage envisageable par eux sont : le chômage transitoire et le chômage volontaire.

- Le chômage transitoire est un chômage passager, momentané donc temporaire. Il résulte des délais d'adaptation de l'offre d'emploi à la demande d'emploi. Les mécanismes du marché devant permettre un retour rapide à l'équilibre ;
- Le chômage volontaire est le résultat d'un refus des travailleurs d'aller travailler parce que le niveau des salaires fixés par le marché est considéré comme trop faible.

Ainsi pour les économistes néo classiques, en dehors de ces deux formes de chômage, tout autre chômage est la conséquence des salaires trop élevés que les rigidités empêchent de baisser (salaire minimum, syndicat, prestations sociales, etc.). La solution au problème du chômage chez les libéraux réside dans la baisse des salaires.

2- L'analyse keynésienne du marché du travail : le chômage keynésien

L'approche keynésienne considère qu'il est illusoire de penser que les salaires peuvent fluctuer ou varier librement. Dans l'analyse keynésienne, le déterminant fondamental du niveau de l'emploi n'est pas le coût du travail c'est-à-dire les salaires, mais plutôt la demande effective c'est-à-dire la demande des biens et services adressée aux entreprises.

Ainsi lorsque les entreprises reçoivent des commandes, pour les satisfaire elles embauchent des travailleurs pour produire la quantité des biens et services nécessaires pour cela ; quelque soit le niveau des salaires. Par contre lorsque les perspectives de vente sont mauvaises, c'est-à-dire non-conforme à l'attente des entreprises, elles n'embauchent pas quand bien même que les salaires soient faibles ou à la baisse. Elles sont dans ce cas confrontées à la mévente et seront plutôt tenter de réduire la production donc supprimer des emplois.

Synthèse: En poussant cette analyse plus loin on voit que la baisse des salaires qui est la solution préconisée par les libéraux pour résorber le chômage constitue plutôt une source d'aggravation du chômage chez Keynes. En effet la baisse du salaire équivaut à la baisse du pouvoir d'achat synonyme d'une baisse de la demande effective. La baisse des salaires est donc la source de la mévente qui conduit l'entreprise à réduire la production et en supprimant des

emplois. Ainsi au lieu d'être une solution au problème du chômage la baisse des salaires devient une cause du chômage chez Keynes. Le mérite de Keynes réside dans le fait qu'il a lieu au marché du travail, au marché des biens et services et fonde son analyse du chômage sur le circuit économique global à la différence des libéraux qui se sont limités uniquement au marché du travail pour analyser le chômage. Pour les Keynésiens, la solution au problème du chômage réside plutôt dans l'augmentation des salaires qui est synonyme d'augmentation du pouvoir d'achat seul capable de maintenir durablement une demande effective importante.

B- Les analyses modernes du marché du travail :

1- La théorie de la répartition :

Pour les répartitionnistes, le salaire n'est que le résultat d'un rapport de force entre l'employeur et l'employé c'est-à-dire entre syndicat et patronat, chacun voulant s'approprier une partie importante de la valeur ajoutée. Pour les répartitionnistes une saine répartition (meilleure répartition) de la valeur ajoutée entre salaire et profit est capable d'assurer le plein emploi.

3- La théorie du déséquilibre :

Les tenants de la théorie du déséquilibre pensent que les prix et les salaires sont rigides dans la réalité. Le chômage libéral (classique) et le chômage keynésien peuvent coexister ou se succéder.

4- L'école de la régulation :

Pour les tenants de cette école, l'équilibre du marché du travail dépend du rapport salarial qui caractérise les relations entre salariés et patrons, ces rapports ont évolué dans le temps jusqu'en 1929, l'État n'intervenait pas dans l'activité économique et les salaires fluctuaient librement c'est la régulation concurrentielle. Pendant les Trente glorieuses l'État est intervenu dans l'activité économique là, il s'agit de la régulation par l'État.

IV- Les effets de la crise sur le marché du travail :

A- Les caractéristiques du chômage dans les PDEM :

La crise a eu un impact considérable sur le marché du travail dans l'ensemble des pays industrialisés capitalistes. On a assisté partout à la montée du chômage. Le Japon est le seul qui est resté proche du plein emploi avec un taux de chômage de près de 3%. Dans tous les autres pays, au plus profond de la crise (1983-1984), le taux de chômage a atteint et même dépassé les 10%. A partir de 1985 on a assisté à une certaine stabilisation suivie d'une amélioration du marché du travail. Dans les pays industrialisés capitalistes, en matière de chômage on peut constater que certaines catégories de personnes ont été plus touchées que d'autres en l'occurrence les jeunes et les femmes.

Ces catégories se sont révélées plus vulnérables au chômage pour un certain nombre de raisons. Au niveau des femmes, il y a surtout le fait qu'elles sont moins syndiquées et elles se contentent généralement d'appoint (complément) et connaissent aussi l'absentéisme.

Au niveau des jeunes, la raison principale de leur vulnérabilité devant le chômage reste le manque d'expérience. A côté des jeunes et des femmes, il y a les non diplômés et les moins diplômés qui ne sont pas polyvalents, qui sont victimes de la course aux diplômes des entreprises.

B- La segmentation du marché du travail :

1- Définition :

La segmentation du marché de travail est la répartition de ce marché en plusieurs compartiments soumis à des régulations différentes.

2- L'éclatement du marché du travail :

Le marché du travail sous l'effet de la crise a été segmenté ou divisé. Cette segmentation du marché du travail consiste en une séparation entre les emplois stables, qualifiés et bien rémunérés (marché primaire) et les emplois précaires, peu qualifiés et mal rémunérés (marché secondaire). En d'autres termes, le marché primaire est constitué d'emplois typiques, protégés par un Contrat à Durée Indéterminée (CDI) alors que le marché secondaire est constitué par les emplois atypiques (CDD, temps partiel imposé, travail intérimaire, stages...). Cette segmentation fait référence à la théorie du dualisme du marché du travail. Néanmoins, le marché secondaire peut consister un moyen pour accéder au marché primaire. En effet, c'est sur le marché secondaire que les entreprises effectuent un tri parmi les candidats à un emploi stable.

3- Le marché interne et le marché externe :

A ce niveau la distinction porte sur les modalités de recrutement et de promotion.

- Le marché interne à l'entreprise concerne les emplois offerts à la main d'œuvre déjà employée en guise de promotion. Sur le marché interne, les avantages accordés se traduisent par l'exclusion des offres provenant du marché externe. Les avantages du marché interne sont la connaissance des rouages de l'entreprise par les cadres déjà employés, la promotion et la motivation du personnel. L'inconvénient est qu'un tel marché exige une politique de formation soutenue du personnel qui peut être coûteux pour l'entreprise.
- Quant au marché externe, il concerne les emplois pourvus par voie de recrutement sur le marché travail. L'avantage du marché externe est qu'il offre un éventail de choix plus large donc la possibilité d'avoir un cadre doté d'une formation et d'une qualification très élevées. L'inconvénient est qu'il n'y a pas de promotion ou de motivation du personnel et le nouveau venu, malgré ses compétences méconnaît les rouages de l'entreprise et a besoin d'une période d'adaptation qui peut être longue et conflictuelle.

C- La flexibilité du marché du travail :

La flexibilité du travail est l'ensemble des moyens permettant à l'entreprise d'adapter son organisation productive aux évolutions économiques.

1- Les différents types de flexibilité du travail :

Il existe 5 types de flexibilité du travail regroupés en deux catégories :

1.1 Les flexibilités externes :

- **La flexibilité quantitative externe :** Elle consiste à faire évoluer le nombre de salariés de l'entreprise en fonction des besoins. Cette méthode présente le risque de créer une société à deux vitesses avec l'affaiblissement des qualifications (CDD, intérim, temps partiel subi, réglementation souple).
- **L'externalisation :** Il s'agit de confier à d'autres entreprises ou à des personnes indépendantes une part variable de l'activité en fonction de la conjoncture (sous-traitance).

1.2 Les flexibilités internes:

C'est l'utilisation des salariés déjà présents dans l'entreprise :

- **flexibilité quantitative interne :** Elle permet de faire varier le nombre d'heures de travail sans modifier le nombre de salariés (de temps plein à temps partiel, heures supplémentaires).
- **flexibilité fonctionnelle :** Elle s'emploie à changer les affectations des travailleurs et repose sur leur polyvalence (ateliers flexibles, mobilité géographique temporaire).
- **flexibilité salariale :** consiste à adapter le coût du travail au salaire.

2- Les conséquences de la flexibilité du travail :

2.1 Les Conséquences positives :

La flexibilité permet de lutter contre le chômage (selon les libéraux) avec un assouplissement des conditions d'utilisation de la main d'œuvre ainsi que des facilités juridiques, financières et administratives destinées à accroître l'embauche...

La flexibilité permet aux entreprises de suivre l'évolution rapide des techniques avec les ateliers flexibles. Elle permet : aux entreprises de passer un cap difficile, de réduire les coûts de l'entreprise, de contrôler la main d'œuvre.

2.2 Les Conséquences négatives :

L'entreprise perd les effets d'apprentissage qui résultent de l'emploi durable.

L'incertitude peut donc démotiver un salarié en emploi précaire : l'entreprise ne tient pas compte de la dimension personnelle et sociale du travail.

Les revenus des travailleurs précaires sont faibles et si cette situation se prolonge donc la précarité peut être source de pauvreté économique et d'exclusion.

2.3 La précarisation de l'emploi : l'apparition des nouvelles formes d'emplois (NFE) :

Une des conséquences de la flexibilité du travail est la précarisation des emplois. La flexibilité accrue a engendré le développement de nouvelles formes d'emploi. Du modèle de l'emploi typique qui s'était développé pendant les Trente glorieuses a succédé une multitude d'emplois atypiques ou emplois précaires.

- L'emploi typique, normal ou l'emploi total présentait les caractéristiques suivantes : un seul emploi, un seul employeur, un seul lieu de travail, un contrat à durée indéterminée (CDI), un travail en temps plein, un plan de carrière, le bénéfice de la sécurité sociale, l'adhésion à un syndicat, les salaires élevés.

- Avec la crise les emplois atypiques, précaires ou instables ont fait leur apparition et présentent les caractéristiques contraires à l'emploi typique. L'emploi précaire présente les caractéristiques suivantes : emploi à temps partiel, contrat à durée déterminée (CDD), emploi par extrême stage pour acquisition d'expérience, l'apprentissage...

En matière de stage dans les pays développés plusieurs formules ont été expérimentées à cause du chômage exacerbé. Ainsi en France avant 1989, il y a eu les travaux d'utilité collective (TUC) qui ont été effectués pour le compte des entreprises publiques et des administrations. En septembre 1989, les travaux d'utilité collective ont été remplacés par le contrat-emploi-solidarité (CES) et au niveau des entreprises privées ce sont les stages d'initiation à la vie pratique (SIVP) qui ont été expérimentés.

V- Organisation du travail et croissance économique :

A- L'organisation scientifique du travail (OST) : du Taylorisme au Fordisme

1- Le taylorisme :

C'est un mode d'organisation du travail mis au point par Taylor. Frederick Winslow Taylor (1856 – 1915) est un ingénieur américain de la fin du 19^{ème} siècle.

Taylor met donc en place une organisation scientifique du travail fondée sur les principes suivants :

- **La division verticale du travail :** Elle consiste à séparer le travail de conception au travail d'exécution. Les ouvriers font ce que les ingénieurs, qui ont étudié scientifiquement le processus de production, leur disent de faire. Les ingénieurs déterminent les façons de produire et les gestes, divisent le travail, attribuent à chaque tâche un temps de réalisation (chronométrage). Les ouvriers n'ont plus à penser mais n'ont qu'à produire en respectant les consignes données par le bureau des méthodes.
- **La division horizontale du travail :** Elle correspond à la parcellisation des tâches. Chaque ouvrier se voit confier une tâche simple, élémentaire, répétitive qu'il doit exécuter en un minimum de temps et de la manière la plus efficace possible (one best way).

Cette innovation d'organisation du travail a permis la croissance économique dans la plupart des PDEM, car l'OST a favorisé l'augmentation de la production et de la productivité, donc a généré les gains de productivité.

2- Le fordisme :

C'est un mode d'organisation du travail mis au point par Ford. Au début du 20^{ème} siècle, le constructeur automobile Henry Ford (1863 – 1947) contribue à diffuser le taylorisme mais aussi le prolonger.

Ford a ajouté à la logique taylorienne trois principes ou trois innovations:

- **La 1^{ère} innovation** est le convoyeur ou la chaîne de montage qui permet d'apporter devant chaque poste de travail les pièces nécessaires. Ce ne sont donc plus les ouvriers qui se déplacent pour aller chercher mais c'est plutôt les pièces qui se déplacent et passent devant tous les postes de travail. Cela a réduit considérablement les temps morts et obligent les ouvriers à travailler à une cadence plus ou moins élevée.
- **La 2^{ème} innovation** a été la standardisation des pièces et des produits. Ce qui permet la production en grande série. Ainsi dans les usines FORD on produisait un seul modèle de voiture sans variante de couleur et de forme. Le fordisme qui constitue une parcellisation extrême du travail a permis d'employer une masse importante de travailleur non qualifiée composée d'anciens paysans et d'émigrés.
- **La 3^{ème} innovation**, la plus importante a été le « five dollar day » qui constitue une conception du fordisme correspondant à un modèle de croissance économique dans lequel les gains de productivité favorisent une augmentation des salaires et par conséquent une consommation de masse. C'est pourquoi en 1914 Ford a décidé de faire passer le salaire de ses ouvriers de 2,04\$ à 5\$ par jour.

À l'origine de cette mesure il y avait deux objectifs : dans un 1^{er} temps maintenir ses ouvriers en empêchant ceux-ci d'abandonner le travail parce que les salaires sont faibles et dans un 2nd temps Ford voulait faire en sorte que les travailleurs deviennent les principaux débouchés de leur production.

Au-delà d'une « simple forme d'organisation du travail », le fordisme est donc aussi un mode de croissance dans lequel les gains de productivité permettent des hausses de salaires et le développement d'une consommation de masse qui assure elle-même l'écoulement d'une production de masse.

3- La crise de l'organisation scientifique du travail (OST) :

Les manifestations de la crise : À partir des années 1960, les gains de productivité vont ralentir partout dans les pays développés. Dans les usines on assiste à une augmentation de l'absentéisme et les taux de turn over (les taux de rotation) devenaient de plus en plus importants. On assiste également à l'apparition des comportements d'indifférence à l'égard du travail.

L'organisation scientifique du travail a été conçue pour la production en grande série. Elle a été conçue sur la base d'un modèle unique. Elle est utile tant que la demande reste connue et non sujette des modifications dans le temps. Lorsque les changements interviennent dans la demande cela compromet tous les avantages qui sont liés à

l'organisation scientifique du travail. C'est ainsi que, l'organisation scientifique du travail est devenue un handicap lorsqu'on a été confronté à la nécessité d'un renouvellement accéléré et d'une variation des modèles suite à la modification de la demande. Dans une telle situation, la production en petite série s'impose et avec elle l'atelier flexible et l'automatisation (atelier flexible= atelier qui produit ou fabrique plusieurs modèles).

En résumé la différenciation des goûts du public, la nécessité de l'automatisation à travers les ateliers flexibles, la robotisation ou la machinisation des ouvriers sont les facteurs qui ont été à l'origine de la crise de l'OST.

B- Les nouvelles formes d'organisation du travail (NFOT) : le toyotisme

Dans les années 1950 et 1960, le constructeur automobile Toyota met en place une nouvelle organisation de la production : le toyotisme ou ohnisme (du nom de son concepteur : Taïchi Ohno) afin de faire face à l'étroitesse du marché japonais (« Quoi faire pour élever la productivité quand les quantités n'augmentent pas »). Le toyotisme est apparu, à une certaine époque, comme le successeur du taylorisme et du fordisme, du fait de sa meilleure adaptation à la fabrication de produits différenciés.

Le toyotisme repose sur des principes novateurs permettant la flexibilité et la qualité :

- Le système du « juste à temps » qui vise à éliminer les stocks et cela grâce à la méthode du kanban (étiquette, affiche). Nul ne peut entamer la production avant d'avoir reçu le bon de commande de l'atelier situé en aval. La production se fait donc en flux tendus. On produit donc lorsque la demande se manifeste.
- L'automation (contraction d'autonomie et automation). En cas de panne ou de dégradation de la qualité, l'ouvrier peut arrêter la chaîne de production et tenter de résoudre lui-même le problème. Ainsi, le salarié doit être polyvalent et suffisamment qualifié.

A travers ces deux innovations, le toyotisme vise à obtenir les cinq zéros :

Zéro stock: le temps de travail, le coût en matériel et en bâtiment, le coût de stockage.

Zéro délai: le temps perdu à attendre les pièces, le matériel, le personnel.

Zéro défaut: les pièces jetées.

Zéro panne: les frais de réparation et temps de production perdu.

Zéro papier: la conservation et la manipulation de documents écrits.

CH IV : Les pays en développement (PED)

Le sous-développement selon François Perroux est l'impossibilité de satisfaire les besoins physiologiques (nourriture, logement), mais aussi des besoins collectifs (santé, éducation).

Plusieurs facteurs expliquent cette situation : l'instabilité politique, le manque de scrupules des dirigeants, la croissance rapide de la population qui absorbe toute augmentation des richesses, le manque d'investissements, la dépendance vis-à-vis du Nord et une explosion urbaine mal maîtrisée qui renforce la misère. L'évolution des PMA est préoccupante : ces pays sont quasiment à l'écart des échanges internationaux.

Les pays en développement ont connu diverses appellations par les économistes : pays du tiers monde, pays en voie de développement (PVD), pays sous-développement (PSD), pays du Sud...

I- Les différences et les points communs :

1- Les différences : Les pays en développement forment un ensemble très hétérogène

- sur le plan géographique : Certains pays sont débouchés sur la mer et d'autres sont des pays continentaux. La dotation en ressources naturelles, les superficies, les reliefs, les climats et les populations sont très différents d'un pays à l'autre ;
- sur le plan historique : La majorité des PED a été colonisée mais les conséquences et l'héritage de cette colonisation diffèrent également d'une ancienne métropole à l'autre ;
- une différence dans le niveau de développement : Le niveau de développement est différent d'un pays à un autre ; certains pays ont faible revenu (revenu inférieur à 480\$ US), d'autres ont un revenu intermédiaire (revenu supérieur à 480\$ US et inférieur à 600\$ US) et les pays à revenu élevé (revenu supérieur à 600\$ US) parmi lesquels se trouvent essentiellement les pays producteurs de pétrole.

La différence dans le niveau de développement peut être appréciée également à travers les indicateurs économiques et sociaux tels que le taux de scolarisation, d'alphabétisation, l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile, le taux de fécondité, le PIB et l'IDH.

Dans les pays du tiers monde, un groupe de pays qui se particularise par leur médiocrité économique. Ils sont appelés pays les moins avancés (PMA) ou encore le «quart monde». Ils sont majoritairement localisés en Afrique subsaharienne. A l'opposé de ces pays il y a un autre groupe de pays qui se sont pratiquement hissés au niveau des pays développés ; ce sont les nouveaux pays industrialisés encore appelé nouvelles puissances industrielles : les 4 dragons Asiatiques (Corée du Sud, Singapour, Taiwan, Hong Kong) qui sont entièrement développés aujourd'hui, les 5 bébés tigres (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Viet-Nam), les jaguars (Mexique, Chili, Colombie), les BRICS, la Turquie. Ils sont essentiellement localisés en Asie et en Amérique latine

2- Les points communs :

Les pays du tiers monde sont les pays où l'immense majorité des besoins humains restent encore insatisfaits. On peut constater que les économies restent encore essentiellement agricoles dans le tiers monde. Ces pays sont également caractérisés par la coexistence d'une économie traditionnelle et d'une économie moderne mais sans grande complémentarité. Les pays du tiers monde ont une économie dualiste désordonnée ou désarticulée. L'activité de ces économies n'étant pas complémentaire, elle se développe de façon parallèle et reste sans grande influence sur le niveau de vie de la grande majorité de la population.

II : Le retard des PED et les théories explicatives:

1- L'analyse libérale du sous-développement:

a- Le sous développement un phénomène naturel et culturel :

Pour les libéraux le climat, la pauvreté du sous sol, le relief, la fréquence des catastrophes naturelles, les croyances religieuses, les us et coutumes, etc. sont les causes naturelles et culturelles du sous développement. Ces facteurs peuvent être un handicap pour le développement économique mais n'en constituent pas une justification suffisante. Certains pays sont dépourvus de ressources naturelles comme le Japon et l'Israël mais ont réalisé des performances économiques incontestables. L'élément naturel ne peut donc pas être considéré comme la justification de l'état de sous développement dans lequel se trouve les pays en développement.

Par contre les mentalités, la culture, les traditions, la structure politique (État non fiable, instabilité politique avec une administration lente, fatalisme, les castes, la place et le rôle de la femme) peuvent être des contraintes pour le développement mais l'élément naturel ne suffit jamais à expliquer à eux seuls le phénomène du sous développement.

b- Le sous développement est un phénomène de retard :

L'analyse libérale, à travers le modèle de Rostow, fait également du sous développement un phénomène linéaire c'est-à-dire une question de temps car tous les pays selon lui doivent passer par 5 étapes successives pour atteindre le développement. A en croire l'économiste américain Walt Whitman Rostow, tous les pays doivent être considérés comme étant en retard dans leur processus de développement. Selon l'optique de Rostow, tous les pays doivent passer par cinq étapes : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage (ou take-off), la marche vers la maturité et la société de consommation de masse. Tous les pays marchent incroyablement vers la consommation de masse qui est le stade ultime du processus de développement.

2- L'analyse en terme de domination :

L'argument ici est que le niveau de développement atteint par certains pays maintient d'autres pays dans le sous développement.

a- L'analyse non Marxiste :

Selon François Perroux, le sous-développement correspond à un « blocage de croissance » résultant de la domination des pays développés sur les PED. Le sous-développement des uns serait la conséquence du développement des autres.

Ainsi il sera de plus en plus difficile pour les pays du tiers monde de se développer car ils sont en concurrence directe avec les pays développés. Les conditions de cette concurrence n'étant pas les mêmes pour tous les pays du tiers monde ne disposant que d'une industrie naissante affrontée à l'industrie puissante et expérimentée des pays développés.

b- L'analyse marxiste :

Pour les marxistes le sous développement est le résultat de la colonisation qui perpétue l'exploitation et la domination de la « périphérie » par le « centre ». Les pays du tiers monde sont majoritairement des anciennes colonies restent sous l'emprise de l'ancien colonisateur. Cette domination entrave sérieusement le développement des économies des pays du sud. Ainsi ces pays se voient imposer une nouvelle culture, de nouvelles normes de consommation, une spécialisation de formation et un pillage organisé de ses ressources.

Pour Samir Amin, le système économique mondial se fonde sur une opposition irréversible d'intérêts entre les pays développés (centre) et le tiers-monde (périphérie). L'essentiel des secteurs rentables se trouve entre les mains des investisseurs étrangers ; la domination à la fois technologique, commerciale et politique.

III- Les stratégies de développement :

Une stratégie de développement est un ensemble de moyens destinés à accroître la production et à élever le niveau de vie de la population afin de sortir du sous-développement.

1- les stratégies de développement de l'agriculture :

Le développement du tiers monde passe nécessairement par une agriculture performante capable d'assurer l'autosuffisance alimentaire (grâce au gain de productivité) et la promotion des industries agro-alimentaires. Par la libération d'une partie de la main d'œuvre agricole pour les activités non agricoles et la fourniture de matières premières pour les industries agro-alimentaires.

Une telle agriculture permettra l'amélioration des revenus de l'agriculture, du monde paysan qui constituera ainsi un marché solvable pour l'écoulement de la production industrielle.

a- La réforme agraire :

L'obtention d'une agriculture performante dans le tiers monde nécessite la mise en œuvre dans la plupart de ces pays d'une véritable réforme agraire. Celles-ci répondent à plusieurs objectifs :

- assurer une plus grande justice sociale : Il s'agit de faire une redistribution des terres pour permettre aux pauvres paysans sans terre d'accéder à la propriété foncière. Cela permettra à ces paysans de satisfaire leur besoin alimentaire et limitera considérablement le phénomène de l'exode rural ;

- obtenir une meilleure productivité : Il a été constaté que les grandes exploitations agricoles sont le plus souvent mal exploitées (pratique d'une agriculture et d'un élevage extensifs, propriétaire absentéiste, non recours aux engrais, etc.). A l'opposé, les trop petites exploitations ne permettent pas la mécanisation. La situation agraire des pays n'étant pas la même, pour réussir une réforme agraire, il convient de faire une étude au cas par cas. A chaque situation agraire, une réforme agraire appropriée. Certains pays ont déjà accompli leur réforme agraire : la Corée du sud, Taïwan, Bolivie et l'Égypte etc...

Une réforme agraire peut présenter plusieurs formes : collectivisation, privatisation, réglementation des fermages, morcellement des grandes propriétés, regroupement des petites exploitations, création des coopératives agricoles, etc.

Les réformes agraires peuvent être contrariées par un certain nombre d'obstacle : l'augmentation de l'autoconsommation, le rachat des terres par les anciens propriétaires, les difficultés de mise en valeur liées aux problèmes de financement, etc.

b-La révolution verte : La Révolution verte est une politique de transformation des agricultures des pays en développement ou des pays les moins avancés, fondée principalement sur l'intensification et l'utilisation de variétés de céréales à hauts potentiels de rendements. Cette politique combine trois éléments :

1. les variétés sélectionnées à haut rendement ;
2. les intrants, qui sont des engrais ou produits phytosanitaires ;
3. l'importance de l'irrigation.

Elle passe par l'utilisation dans l'agriculture les variétés à haut rendement (VHR). Leur introduction a révolutionné l'agriculture et a été qualifiée de révolution verte. C'est cette révolution verte qui a permis à l'Inde et à d'autres pays asiatiques d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de réaliser un excédent agricole exportable.

c- Le choix entre les cultures vivrières et les cultures d'exportation :

Les paysans du tiers monde se trouvent souvent face à un dilemme : faut-il favoriser les cultures vivrières ou les cultures d'exportation ?

- En favorisant les cultures vivrières, cela permet l'autosuffisance alimentaire et la préservation des habitudes alimentaires. Cependant, un tel choix prive l'économie nationale des devises qui constituent un moyen de financement de l'industrie.
- En favorisant les cultures d'exportation, cela permet à l'économie de se procurer les devises pour financer l'industrie. Mais un tel choix peut également provoquer la famine et augmenter la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. Il s'agira d'un choix risqué à cause de l'instabilité des prix qui se dégradent le plus souvent alors que les intrants deviennent de plus en plus chers et la production vivrière demeure insuffisante d'où l'obligation d'importer les produits céréaliers.

2- LES STRATÉGIES D'INDUSTRIALISATION :

On distingue 2 grandes catégories de stratégies :

- d'une part le choix d'un développement auto centré ou intraverti : les pays refusent ou craignent leur insertion dans la division internationale du travail (DIT) mais se heurtent à l'exiguïté du marché intérieur.
- d'autre part le choix d'une industrialisation extravertie, l'insertion dans la DIT devant permettre le développement ou risque d'accroître la dépendance.

1- Les stratégies auto centrées:

Elles comprennent 2 types de stratégies :

a- L'industrialisation par substitution d'importation (ISI) :

Il s'agit de remplacer les importations par des produits locaux.

b- Les industries « industrialisantes »:

La priorité est donnée aux industries lourdes qui ont de forts effets d'entraînement sur le reste de l'économie (ex : sidérurgie, métallurgie, production énergétique, chimie de base)

2- Les stratégies extraverties:

Elles comprennent essentiellement la stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations. Il s'agit d'exporter afin d'obtenir des devises qui vont s'investir dans des secteurs plus capitalistiques. (Pour plus de détails voir le tableau).

3- Les blocages à l'industrialisation:

La boucle « Fordiste » n'existe pas : la production de masse n'est pas liée à la consommation de masse (salaires faibles, marché intérieur faible). Le gaspillage est important :

- on choisit souvent par prestige de grands projets complexes (du genre du barrage Itaipu au Brésil) très coûteux et peut rentables alors que les micros projets seraient plus rentables : « small is beautiful ».

- les classes dirigeantes orientent les productions dans des directions peu efficaces et s'approprient une part croissante de la richesse nationale qu'elles n'investissent pas dans le pays.

- le budget de l'État favorise la défense et l'armée (5% du PNB en 1980).

- la bureaucratie et la corruption découragent les investisseurs.

IV- LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DES PED :

Les pays en développement ont principalement deux sources de financement de leur développement : l'épargne nationale (ressources internes) et les ressources extérieures (les IDE, la dette extérieure).

1- Le financement par les ressources internes :

L'épargne nationale joue un rôle important dans le développement. Ainsi, la mobilisation de l'épargne intérieure permet une meilleure des prêts, un niveau de remboursement plus élevé et une vraie autonomie des agents économiques locaux dans la politique de développement économique. Cependant le potentiel d'épargne existant dans les pays en développement, semble assez faible, eu égard aux fonds déposés dans les banques commerciales, d'où une faiblesse structurelle de l'épargne intérieure dans ces pays. En effet, les dépôts effectués dans les banques commerciales des PED restent très largement non transformés en prêts.

Face à ces difficultés de mobilisation de l'épargne nationale, ces pays vont alors se tourner vers l'extérieur.

2- Le financement par les ressources externes :

Les ressources externes sont constituées de l'investissement direct étranger (IDE) et la dette extérieure

a- L'investissement direct étranger (IDE) :

L'IDE est devenu une source importante de financement extérieur privé par les PED. Il représente un investissement dans des installations de production. Ainsi, il permet non seulement d'augmenter les capitaux disponibles et la formation de capital, mais surtout d'assurer un transfert de technologie de production, des compétences, des capacités d'innovation et des pratiques d'organisation et de gestion, et d'offrir également aux installations locales, l'accès à des réseaux internationaux de commercialisation.

b- L'endettement extérieur :

Il s'agit des dettes contractées auprès des autres pays, des institutions de Bretton Wood (Banque mondiale, FMI ...) et d'autres organismes de financement.

De 100 milliards de dollars en 1973, la dette du tiers monde a atteint 2875 milliards de dollars en 2006. Les services de la dette en 1996 étaient de 14,9% des recettes d'exportation et le poids de la dette représentait 42,3% du PIB.

C'est en Août 1982 que le phénomène a dégénéré pour devenir une véritable crise de l'endettement. En effet pour la première fois, le Mexique qui est un pays lourdement endetté s'est trouvé dans l'impossibilité de rembourser sa dette ; suivi ensuite par d'autres pays.

En effet, l'insuffisance des ressources internes est à la base du recours des capitaux extérieurs.

Les dépenses somptueuses de certains dirigeants, la fuite des capitaux et les chocs pétroliers sont à la crise de l'endettement.

CHV. LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE

I- Définition:

La mondialisation économique est un mouvement complexe de l'ouverture des frontières économiques et la déréglementation qui permet aux activités économiques capitalistes d'étendre leur champ d'action sur l'ensemble de la planète.

Elle est le fruit d'un processus d'extension du capitalisme occidental dans l'espace mondial. Ainsi, dans les années 50, l'économie mondiale devient globale, multinationale avec la croissance des investissements directs à l'étranger.

1- Le processus de la mondialisation économique :

La mondialisation se caractérise par un triple processus :

- Le premier concerne l'**internationalisation des échanges**, c'est-à-dire le développement des flux d'exportation de biens et de services.
- Le deuxième correspond à l'**internationalisation de la production**, qui résulte de l'accroissement des flux d'investissement et de la multiplication des implantations à l'étranger.
- Enfin, le troisième concerne la **globalisation financière**, c'est-à-dire le développement des mouvements de capitaux à l'échelle mondiale et la mise en place de réseaux mondiaux d'information.

2- Les facteurs de la mondialisation :

La mondialisation a été favorisée surtout par les avancées technologiques, le développement des moyens de transport et de télécommunication, la réduction des coûts de transport, le libre-échange, les multinationales, l'ouverture des pays....

Malgré le libre-échange privilégié par la majorité des pays de la planète, on constate que chaque pays (surtout les grandes puissances) tente d'adopter des mesures protectionnistes en fonction de ses objectifs économiques.

La mondialisation est-elle profitable à tous les pays (PD et PED) ?

Oui la mondialisation est profitable à tous les pays mais, elle est plus profitable aux PD qu'aux PED

II- La mondialisation de l'économie favorise le développement économique :

La mondialisation est un facteur de croissance économique pour un pays. Pour mettre en évidence l'impact du libre-échange sur la croissance économique, il faut dans un premier temps se référer à l'analyse libérale classique qui, principalement à travers les écrits de Ricardo, apporte la démonstration de ses bienfaits. Dans un second temps, l'étude de certains pays en développement ayant recherché une croissance extravertie permettra d'illustrer et d'expliquer cette relation.

1. Le libre-échange est un facteur de croissance économique: fondements théoriques

a- Les thèses libre-échangistes traditionnelles :

- La spécialisation et l'ouverture internationale constituent des facteurs de croissance économique.

Deux économistes classiques, A. Smith et D. Ricardo, ont démontré les bienfaits du libre-échange sur la croissance économique. Ces auteurs font reposer leur analyse sur l'idée que la spécialisation dans la production pour laquelle un pays dispose d'un avantage est source de productivité et de croissance.

L'analyse de Smith repose sur la théorie des avantages absolus, ce qui veut dire que chaque pays doit se spécialiser dans la production des biens pour laquelle le pays est meilleur que les autres pays.

L'analyse de Ricardo succède celle de Smith, est basée sur la théorie des avantages comparatifs. Dans ce second cas, le pays doit rechercher que son avantage soit le plus grand ou son désavantage le plus faible.

Dans les deux cas, le développement du libre-échange est considéré comme une source générale de croissance économique car le libre d'échange peut générer les gains de productivité et favoriser les économies d'échelle.

En se spécialisant, chaque partenaire de l'échange peut maximiser sa productivité et obtenir une allocation optimale des ressources productives. L'internationalisation des échanges est perçue comme un jeu à somme positive.

- Ces analyses ont été actualisées par le théorème des économistes Heckscher, Ohlin et Samuelson (ou théorème d'HOS) qui a abouti à la même conclusion en expliquant que chaque pays doit se spécialiser dans la production qui incorpore le maximum de facteurs de production. Il s'agit alors de maximiser les productions incorporant plus de facteur travail ou alors celles, plus capitalistiques, incorporant plus d'innovations et de progrès technique.

b- Les stratégies de développement extraverti:

La clé de la réussite pour les NPI (Nouvelles Puissances Industrielles) fut de remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles en faisant jouer les avantages comparatifs en facteur capital et en facteur travail, qu'il s'agisse de ressources naturelles, de main-d'œuvre ou d'espace.

Certains pays tels que les 4 dragons Asiatiques (Corée du Sud, Hon Kong, Singapour, Taiwan) mais aussi les bébés tigres (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Viêtman) mais aussi les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Sud-Afrique) qui ont opté pour des stratégies fondées sur l'extraversion par la promotion des exportations manufacturières ont souvent connu de grandes réussites alors que ceux qui se sont orientés vers une spécialisation sur l'exportation de produits primaires ont souvent dû faire face à des situations beaucoup plus difficiles (les pays de l'Afrique Subsaharienne, par exemple).

Ces pays ont connu une progression spectaculaire de leur produit intérieur brut. Ainsi, les Nouvelles puissances Industrielles d'Asie (Corée du Sud, Hon Kong, Singapour, Taiwan) mais aussi les bébés tigres (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Viêtman), ont vu leur PIB par tête passé en moyenne de moins de 500 dollars en 1960 (en dollar constant 1995) à 16 000 dollars en 2002, ce qui représente une progression de plus de 3 000 %.

Cette amélioration des conditions matérielles d'existence était annoncée par Ricardo qui écrivait en 1871 : « En même temps, l'accroissement de la masse générale des produits répand partout le bien-être ».

Cette réussite est directement à relier à l'intégration de ces pays dans le commerce mondial. .

2- La mondialisation profite beaucoup aux pays développés qu'aux pays en développement :

a. Le libre-échange n'est pas un facteur de croissance systématique pour les PED

- Toutes les stratégies d'insertion dans le commerce mondial n'ont pas abouti au succès :

Les pays qui ont recherché la croissance et le développement par l'insertion dans le commerce mondial n'ont pas tous connu le succès des NPI d'Asie du Sud-est. Les pays dont la spécialisation s'est faite sur la production de matières premières ont souvent connu des taux de croissance économique plus faibles et même pour certains de graves difficultés qui perdurent. D'une part, les stratégies d'insertion dans le commerce mondial par la spécialisation dans la production de matières premières traditionnelles ont souvent dû faire face à l'instabilité des cours et à la dégradation des termes de l'échange. Cela signifie que le prix des produits exportés a moins augmenté que le prix des produits importés. Cela se traduit par une dégradation du solde commercial, un appauvrissement dans l'échange ou une incapacité à faire face à la charge de la dette.

- Le modèle de croissance basé uniquement sur l'ouverture internationale est fragile :

Les pays qui ont fait le choix de se spécialiser dans les productions de produits d'exportation encourent un risque de dépendance à l'égard du pays client. Ils deviennent en effet totalement dépendants de la conjoncture économique de ces derniers. Il suffit d'un ralentissement de la croissance dans les pays acheteurs, d'une modification de la réglementation des échanges (normes sanitaires, techniques...) ou d'une évolution des goûts des consommateurs pour limiter les débouchés à l'exportation et mettre à mal la croissance. Il faut également souligner que la spécialisation sur les industries d'exportation a conduit certains pays à négliger la demande intérieure ou à sacrifier des pans entiers de leur économie.

- Le libre-échange, un facteur de croissance qui n'est pas suffisant pour les PED :

Selon Robin et Stiglitz, le succès de l'ouverture au commerce mondial des économies chinoises et indiennes n'est pas le résultat de stratégies purement libre-échangistes. Ces pays se sont engagés dans le commerce mondial « à leurs propres conditions », en ne libéralisant que progressivement et partiellement leur économie et en contournant très largement les contraintes du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) puis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

NB : La mondialisation a d'abord favorisé le développement des pays industrialisés, puis celui des pays émergents depuis une vingtaine d'années. Si certains pays en développement se positionnent dans, le sillage des émergents, d'autres pays restent en marge, voire sont fragilisés par leur ouverture aux marchés internationaux. La grande pauvreté mondiale a reculé, mais elle reste très profonde dans certaines régions. Dans de nombreux pays, les inégalités se sont creusées. La mondialisation ne peut être favorable au développement que si certaines conditions politiques sont réunies.

Si le libre-échange est un facteur de développement pour un pays, d'autres auteurs pensent que le protectionnisme peut aussi le favoriser.

III- Le protectionnisme :

1- Définition : Le protectionnisme est un ensemble de mesures visant à protéger la production d'un pays contre la concurrence étrangère.

Il s'agit alors d'empêcher la pénétration des produits étrangers pour soutenir les nouvelles activités et les activités en difficulté ou encourager les activités en cours de restructurations.

2- La nécessité de mener une politique protectionniste :

Friedrich List, au ^{xix}^e siècle, dans son protectionnisme éducateur, a montré que le protectionnisme peut permettre le développement des industries naissantes. Au cours de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, Nicolas Kaldor reprend des arguments proches pour permettre la reconversion des industries vieillissantes.

a- Protéger les industries naissantes :

Les industries naissantes ne sont pas suffisamment compétitives pour résister à la concurrence extérieure des pays plus avancés dans leur processus d'industrialisation. En étant protégées de cette concurrence, les entreprises peuvent s'implanter sur leur marché national. Cette protection à court terme, leur donne le temps nécessaire pour réaliser les économies d'échelle grâce à l'augmentation de la production et les gains de productivité leur permettant de devenir compétitives.

Selon les écrits de List (1789-1846), le protectionnisme apparaît comme « des béquilles pour apprendre à marcher ».

La protection des industries naissantes est surtout tarifaire, les droits de douane entraînant une hausse des prix des produits importés. Ainsi, on constate que les taxes sur les importations sont relativement trois fois plus élevées dans les pays en développement que dans les pays riches. On peut y voir une confirmation de la thèse de List sur la nécessité du « protectionnisme éducateur ».

b- Protéger les industries vieillissantes :

La protection des industries vieillissantes repose sur le même type de raisonnement, mais il s'agit dans ce cas de sauver une activité que la concurrence extérieure menace de disparition. Le protectionnisme doit permettre aux entreprises vieillissantes de retrouver leur compétitivité à moyen terme. Pour les activités qui doivent disparaître, le protectionnisme permet la reconversion de ces activités ainsi que celle des emplois.

Ce sont principalement les pays développés qui doivent protéger leur industrie contre la concurrence des pays émergents. Ainsi, le protectionnisme apparaît souhaitable pour protéger les industries naissantes ou vieillissantes.

3- Les conséquences du protectionnisme :

Les mesures protectionnistes doivent être provisoires si elles finiront par des distorsions.

Friedrich List reconnaissait que le protectionnisme doit être temporaire car il a des conséquences dépressives sur la croissance économique et il implique un certain nombre de coûts.

a- Les effets négatifs du protectionnisme sur la croissance :

La crise de 1929 a montré que le protectionnisme pratiqué par les pays touchés par la crise était un facteur aggravant le ralentissement de la croissance. En effet, les exportations sont un élément de la demande globale répondant à la demande extérieure. Si les exportations baissent, la croissance de la production s'en trouve ralentie. De plus, la hausse des prix des produits importés résultant de l'augmentation des taxes sur les importations peut avoir des effets négatifs sur la consommation intérieure, et donc accentuer la baisse de la production.

La crise actuelle, commencée en 2008, semble confirmer les effets négatifs de la baisse des exportations sur la croissance. Si on constate que sauf pour l'année 2001, la variation des exportations est toujours supérieure à celle du PIB, la baisse des exportations accentue la baisse de la production mondiale

b- Les coûts du protectionnisme :

Protégées de toute concurrence extérieure, les entreprises des pays pratiquant des mesures protectionnistes peuvent ne pas être incitées à baisser leurs prix et à innover. La consommation s'en trouve pénalisée. De plus, les entreprises peuvent connaître une hausse de leurs coûts de production se traduisant par une baisse de la compétitivité des économies nationales. Le niveau de l'emploi diminue, entraînant une hausse du chômage.

La politique protectionniste ne peut être que provisoire car, comme le montre l'histoire économique, elle freine la croissance et entraîne des coûts élevés pour l'ensemble des agents économiques.

NB : Le protectionnisme d'après Frederic List peut être :

- **Protecteur :** Il s'agit de protéger les emplois du fait de la concurrence internationale
- **Educateur :** L'Etat doit protéger les entreprises nationales dans des nouveaux secteurs jusqu'à ce qu'elles soient d'affronter la concurrence internationale

IV- Le rôle des firmes multinationales (FMN) :

Une firme multinationale est une entreprise qui implante une ou plusieurs filiales dans plusieurs pays avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle nationale.

L'importance des firmes multinationales est mesurée à travers les investissements directs étrangers (IDE).

Le développement des FMN accompagne le développement des échanges internationaux. Les stratégies des firmes consistent à étendre leurs marchés et leur système productif à l'échelle mondiale pour accroître leurs parts de marché et leurs bénéfices. Quelles en sont les conséquences pour les économies des pays

Les conséquences de la multinationalisation:

- **Pour le pays d'accueil :**

Avantages	Inconvénients
- Création d'emploi ou réduction du chômage - Distribution des salaires - Rentrées fiscales - Création d'infrastructures - Apport de capitaux étrangers (IDE) - Réduction possible des importations - Meilleur approvisionnement du pays - Apport de technologies et de techniciens étrangers - Formation de la main d'œuvre - Relance de croissance économique	- Pillages des ressources naturelles - Concurrence de la production locale - Rapatriement du bénéfice - Emplois peu qualifiés et peu rémunérateurs - Nuisances environnementales - Acculturation se traduisant par l'adoption de nouvelles de consommation - Abus de pouvoir - Dépendance à l'égard des capitaux étrangers - Délaissement de certaines productions notamment vivrières ce qui nécessite leur importation massive par le commerce

- **Pour le commerce mondial :** Une grande partie du commerce mondial échappe à la loi du marché. En effet le commerce intra firme représente 1/3 du commerce mondial ; mais il fonctionne selon une logique propre aux firmes multinationales. Au niveau des transferts ou de rapatriement des bénéfices, certains coûts sont majorés ou minorés pour échapper aux taux d'imposition élevés et aux droits de douanes pour ce qui concerne les transferts de biens. Les transferts de fonds se font plus discrètement que les rapatriements des dividendes. Les chiffres du commerce mondial dépendent ainsi de la stratégie des firmes multinationales.

« Les multinationales constituent des principaux acteurs de la mondialisation actuelle, elles constituent pour les pays d'accueil une principale source de croissance économique et de création d'emplois ; mais elles apparaissent souvent comme une menace pour les pays d'accueil vue leur puissance, elles peuvent influencer les décisions politiques des pays fragiles ».

